

La guerre et la Commune,
1870-1871 / dessins par les
principaux artistes de la
France et de l'étranger ; texte
par A. [...]

Darlet, A.. Auteur du texte. La guerre et la Commune, 1870-1871 / dessins par les principaux artistes de la France et de l'étranger ; texte par A. Darlet. 1872.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

LA GUERRE

ET

LA COMMUNE

1870 — 1871



LA GUERRE ET LA COMMUNE

1870 — 1871

DESSINS PAR LES PRINCIPAUX ARTISTES

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TEXTE PAR A. DARLET



UN ÉPISODE DE LA BATAILLE D'ORLÉANS

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

À LA LIBRAIRIE NOUVELLE

M DCCC LXXII

Droits de reproduction et de traduction réservés



LA GUERRE

ET

LA COMMUNE

LE DÉBUT DE LA GUERRE

— Voir les gravures I, II, III, V, VI, VII —

Quel est le Français qui n'a pas conservé le plus douloureux souvenir des événements qui ont amené la guerre entre la France et l'Allemagne : la candidature inopinée du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne et la mission du comte Benedetti auprès du roi de Prusse ? Le 21 juillet 1870, cette date est inscrite en caractères sanglants dans les annales de notre pays : c'est le jour, en effet, où notre déclaration de guerre arriva à Berlin et où le roi Guillaume I^{er} prononça ce mot « mobilisation » dont la conséquence terrible devait être de ruer, comme une avalanche, l'invasion germanique sur le sol de France.

Napoléon III avait résolu de prendre le commandement en chef de l'armée du Rhin. Il partit de Saint-Cloud, accompagné du Prince impérial. Il était attendu à l'embarcadère réservé du parc par le train impérial qui contourna Paris par le chemin de fer de ceinture pour gagner la ligne de l'Est. Il y avait quelque chose de triste et de mystérieux dans ce départ, qui contrastait singulièrement avec celui de l'Empereur pour l'armée d'Italie.

L'Impératrice restait régente à Paris, avec M. Émile Ollivier pour chef du cabinet et le duc de Gramont pour ministre des affaires étrangères. Le général Dejean avait l'intérim

du ministère de la guerre, où la marche des événements devait lui donner bientôt pour successeur éphémère le comte de Palikao.

La plus grande partie de l'armée du Rhin avait précédé l'Empereur sur les frontières de l'Est et du Nord-Est. Le maréchal Le Bœuf était major général sous les ordres de Napoléon III, généralissime. La garde impériale était sous les ordres du maréchal Canrobert. Parmi les commandants des différents corps d'armée nous nommerons le maréchal de Mac-Mahon, le maréchal Bazaine, les généraux Vinoy, de Ladmirault, Frossard, de Faily, Félix Douay, Lebrun.

L'Empereur étant arrivé sur la frontière, les troupes enlevèrent, sous ses yeux, les positions de Sarrebruck occupées par un corps prussien. On dirait que ce premier succès fut une amère ironie du destin pour éveiller dans nos cœurs une espérance si cruellement brisée peu de jours après.

LES DÉSASTRES.

— Voir les gravures VIII, XII, XIII —

Wissembourg, Forbach, Reichshoffen : ces trois noms sonneront désormais comme un glas funèbre dans notre histoire, et il semble qu'à travers les siècles, les noms de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt leur répondent, semblables à un écho de deuil.

Le général Abel Douay se laisse surprendre à Wissembourg ; il se fait tuer dans la mêlée, tandis que nos troupes sont écrasées par le nombre après une résistance acharnée qui coûte aux Prussiens plus de victimes que le nombre total de notre effectif. De son côté, le général Frossard, vaincu dans la vallée de la Sarre, est obligé de se replier, après avoir subi des pertes graves. Presque à la même heure, le maréchal de Mac-Mahon est attaqué à Reichshoffen par une armée de 140,000 hommes. N'ayant sous ses ordres qu'un corps d'armée de 33,000 hommes, l'illustre maréchal lutte avec une intrépidité qui lui donne autant de gloire dans sa défaite qu'il en a conquis, victorieux, sur le champ de bataille de Magenta.

Honneur éternel aux 8^e et 9^e régiments de cuirassiers, qui, sous les ordres du général de Septeuil, chargèrent l'ennemi avec une bravoure antique, pour frayer un passage à l'armée ! Combien de ces héroïques soldats sont tombés stoïquement pour la patrie ! Les cuirassiers de Reichshoffen appartiennent déjà à la légende nationale.

On sait quelle consternation s'empara de Paris, quand on y reçut la nouvelle de ces désastres et l'ordre d'armer les fortifications de la capitale. Mais le sentiment du danger que courait la patrie ne tarda pas à relever les cœurs. On peut le proclamer bien haut : l'élan national fut admirable dans Paris. Une foule de jeunes gens appartenant à toutes les classes de la société s'engagèrent, soit dans l'armée, soit dans des corps de volontaires, tandis que le comte de Palikao se hâtait d'organiser une nouvelle armée avec les troupes du camp de Châlons et les régiments disponibles encore dans les départements et en Algérie. La brigade d'occupation à Rome fut aussi rappelée, et, pour parer aux graves éventualités qui n'étaient que trop à prévoir, le général Trochu fut nommé gouverneur de Paris.

Les forces que l'on put ainsi réunir et qui se montaient à 120,000 hommes furent mises sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, et le maréchal Bazaine reçut le commandement en chef de tous les corps de l'armée du Rhin, qu'il s'empressa de concentrer autour de Metz.

Nous sommes arrivés aux premiers jours de septembre. Semaine de sang et de larmes ! semaine qui a ajouté une catastrophe inouïe à nos premiers malheurs ! Nos soldats, malgré leur sublime courage, écrasés par des forces trois fois supérieures en nombre et par une immense artillerie ; Mac-Mahon tombant blessé sur le champ de bataille après avoir combattu comme un preux ; 40,000 hommes prisonniers des Prussiens par la capitulation de Sedan ; Napoléon III

prisonnier aussi; Bazaine refoulé dans Metz après avoir tenté un effort désespéré pour opérer sa jonction avec Mac-Mahon : tel est en quelques mots le bilan sinistre des derniers jours de l'Empire.

LA RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE

— Voir les gravures XX, XXI, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXVIII, XXIX —

La population parisienne, frémissant de rage patriotique, proclame la république; elle espère que la France républicaine saura être digne d'elle-même et trouver dans les souvenirs de son immortelle histoire la foi qui donne une force indomptable. Après l'envahissement de la Chambre, un gouvernement de la défense nationale est acclamé. Il se compose de tous les députés de Paris, à l'exception de M. Thiers. Le général Trochu, gardant le titre de gouverneur de Paris, a la présidence du conseil; M. Jules Favre est ministre des Affaires étrangères; M. Gambetta, ministre de l'Intérieur; M. Ernest Picard, ministre des Finances; M. Crémieux, ministre de la Justice; le général Le Flô, ministre de la Guerre; M. Jules Simon, ministre de l'Instruction publique; M. Dorian, ministre des Travaux publics; M. Magnin, ministre de l'Agriculture et du Commerce; M. Jules Ferry, préfet de la Seine; M. Étienne Arago, maire de Paris; M. de Kératry, préfet de police. Et presque aussitôt, MM. Crémieux, Glais-Bizoin et l'amiral Fourichon se rendent à Tours pour y constituer, pendant le siège, une délégation du gouvernement de la défense nationale.

On arma les remparts et les forts. Le général Vinoy, opérant une retraite qui lui fait le plus grand honneur, put ramener intact son corps d'armée, qui forma le noyau des forces chargées de défendre Paris. Plus de 100,000 gardes mobiles accoururent des départements. La garde nationale fut armée. Il y eut ainsi dans l'enceinte de la capitale au moins 400,000 baïonnettes, et le jour où on les vit briller au soleil de septembre, à la revue passée par le général Trochu, on espéra que Paris pourrait sauver la France. Illusion peut-être; mais bien noble illusion à laquelle nous devons du moins de ne pas être tombés sans gloire!

Des canonnières furent amenées de Cherbourg pour garder le passage de la Seine en amont et en aval, et les marins de la flotte, chargés du service des forts, y jouèrent un rôle admirable qui doit leur mériter à jamais la reconnaissance du pays.

A côté des préparatifs militaires, on faisait d'immenses efforts pour approvisionner Paris.

L'annonce de la marche des Prussiens avait provoqué une émigration en masse de la population suburbaine. C'est par milliers que les riches et les pauvres venaient chercher protection derrière nos remparts.

Le 17 septembre Paris était complètement investi.

L'EMPEREUR GUILLAUME I^{er} ET M. DE BISMARCK — L'ARMÉE PRUSSIENNE

— Voir les gravures IV, XVIII, XIX, XXI, XLIV —

Le pieux Guillaume I^{er}, roi de Prusse, doit à M. de Bismarck d'avoir ressuscité l'empire d'Allemagne et ceint la couronne de Charlemagne. Grâce aux conseils de son ministre et à une suite de bonheurs inouïs, il a été permis au descendant des hobereaux de Hohenzollern, jadis humbles vassaux de la maison de Habsbourg, d'écraser la fière Autriche et de l'expulser de la famille germanique, de réduire à l'humiliante position de préfets tous les autres

souverains de l'Allemagne, enfin de mettre le comble à ses vœux d'ambition et d'envie en rançonnant, en dévastant, en ensanglantant, en mutilant la France.

En retour de services aussi signalés, Guillaume I^{er} a élevé son confident à la dignité de prince et en a fait le chancelier du nouvel empire. M. de Bismark avait bien mérité ces hautes distinctions, car il avait poursuivi en conscience l'œuvre de destruction conçue contre la France.

Dans ce recueil, le portrait de l'homme qui a dit : « J'attends le moment psychologique, » ne pouvait être mieux placé qu'à côté d'une scène du bombardement de Paris!

Quant à Guillaume I^{er}, il nous a semblé intéressant de le montrer dans son cabinet du palais de Berlin. C'est dans cette chambre à l'aspect si bourgeois, et dans laquelle il passe chaque jour de longues heures avec son ministre, qu'ont été conçus les vastes et audacieux projets dont nous avons si chèrement payé l'accomplissement.

Il faut dire que M. de Bismark a été merveilleusement servi par les instruments qu'il avait à sa disposition. L'organisation des troupes allemandes en armée régulière et en landwehr lui permit d'avoir sur pied, à la fois, des forces qui n'étaient pas loin d'atteindre le chiffre de 1,200,000 hommes, tandis que la totalité des troupes françaises, au début de la guerre, ne formait qu'un effectif de 220,000 soldats disponibles.

Ajoutons que notre mauvais destin a voulu que la Prusse ait eu justement à son service trois hommes doués de talents militaires hors ligne : M. de Moltke comme tacticien, M. de Roon comme organisateur, et enfin le prince Frédéric-Charles de Prusse comme général d'armée. Pour ce qui est du prince royal de Prusse, il s'est borné, dans cette guerre, à conquérir le sobriquet de « notre Fritz ».

LE SIÈGE DE PARIS.

— Voir les gravures XXVI, XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XL, XLV —

La défense de nos forts, nous l'avons dit, fut confiée aux admirables pointeurs de la marine. La garde nationale fut chargée de la garde des fortifications, que l'on avait divisées en neuf secteurs placés chacun sous le commandement d'un amiral. De plus, elle fournit des bataillons de marche destinés à concourir, avec les troupes de ligne et la garde mobile, aux opérations offensives.

Dans tout Paris, on ne voyait que des escouades faisant l'exercice avec une ardeur infatigable. On fondait des canons; on armait des redoutes et des ouvrages avancés : les Hautes-Bruyères, le Moulin-Saquet, et bien d'autres encore. Tous ces préparatifs malheureusement demandaient du temps, et les Prussiens en profitaient pour élever autour de Paris un cercle de formidables batteries. N'importe! Paris croyait au plan du général Trochu!

Cependant on commença à songer que ces armées de province, que la délégation de Tours avait été chargée d'organiser, étaient bien lentes à venir. M. Gambetta partit en ballon et alla s'établir à Tours, puis à Bordeaux; de fait il devint, jusqu'à la fin du siège de Paris, dictateur dans toute l'étendue du pays que les envahisseurs ne tenaient pas. Dans un instant nous parlerons de la guerre en province.

La fameuse entrevue de Ferrières, où M. Jules Favre fit à M. de Bismark une déclaration qui devait être si cruellement démentie bientôt, l'entrevue de Ferrières avait dévoilé les desseins de la Prusse : elle nous faisait une guerre implacable, une guerre de démembrement. Les Parisiens le comprirent bien, et, comme ils avaient des armes et de la poudre, ils ne laissèrent pas fléchir leurs sentiments patriotiques. Ceux qui n'étaient pas aux remparts étaient aux ambulances pour soigner les blessés. On vit alors la véritable fraternité, celle qui

naît dans le danger et les souffrances. Les frères de la Doctrine chrétienne montrèrent notamment jusqu'où peut aller l'abnégation des soldats du devoir.

L'armée, la garde mobile et la garde nationale combattaient à la Malmaison, à Buzenval, à Bagneux, à Châtillon, à Champigny, à Épinay, au Bourget de funèbre mémoire, au plateau d'Avron, en maints autres endroits encore. Des flots de sang coulaient; les plus nobles et les plus riches faisaient la communion de la bravoure avec les plus pauvres et les plus obscurs, et tombaient pour la patrie: les Dampierre, les Grancey, les Baroche, les Franchetti, les Saillard, les Coriolis, trouvaient devant nos remparts la mort des héros. Regnault, le peintre à jamais regretté, succombait aussi. Vains efforts, douloureux sacrifices! Les succès du matin devenaient le soir des défaites, et il fallait toujours battre en retraite, dans l'impuissance de rompre le cercle de fer et de feu qui nous étreignait.

Strasbourg capitule; le maréchal Bazaine rend Metz aux Prussiens. Voici, chose horrible! que la guerre civile vient s'ajouter aux désastres de la guerre étrangère. Devant l'Allemand qui nous bombarde, des Français impies montent à l'assaut du pouvoir et portent une main sacrilège sur la patrie agonisante. Ah! que n'est-il possible de rayer de nos annales les dates du 31 octobre et du 22 janvier!

Quiconque n'était pas à Paris ne saurait se faire une idée de l'aspect navrant que présentait la capitale dans ce mois de janvier de néfaste mémoire. Un froid épouvantable, et l'on manquait de bois et de charbon. Les obus pleuvaient sur la moitié de la ville, écrasant les maisons, tuant les femmes et les enfants, et, comme si de pareilles tortures ne suffisaient pas, un ennemi inexorable, complice des Prussiens, guettait à l'intérieur, et devait amener le résultat que quatre mois et demi de siège et trente jours de bombardement avaient été impuissants à produire; cet ennemi, c'était la faim, la faim hideuse qui ouvrit aux envahisseurs les portes de nos murailles inviolées.

O vous qui accusez Paris, songez donc un peu à tout ce qu'il a souffert pour l'honneur de la patrie!

LA CAPITULATION DE METZ — LA GUERRE EN PROVINCE

— Voir les gravures XI, XIV, XXX, XXXII, XXXIII, XXXIV, XLII, XLIII, XLVII, XLVIII, XLIX —

Après le désastre de Sedan, le maréchal Bazaine, avec les troupes qui restaient de l'armée du Rhin et qui formaient un effectif de plus de cent mille hommes, s'était concentré sous les murs de Metz. Les forts qui entourent cette place mettaient le maréchal à l'abri de toute attaque; il se trouvait dans cette position comme dans un vaste camp retranché et avait toute facilité de choisir le jour opportun pour prendre une vigoureuse offensive.

De sanglantes batailles furent livrées sous Metz. Borny, Gravelotte, Courcelles, Saint-Privat sont là pour attester que les soldats de Metz sont restés à la hauteur de l'antique renommée de courage que les armées de la France ont conquise pendant dix siècles d'une histoire glorieuse. Mais, pour des motifs encore inexplicables, le maréchal Bazaine ne poussa à fond aucune de ces attaques, dont quelques-unes furent d'incontestables succès. Il est pourtant acquis aujourd'hui qu'au commencement de l'investissement, s'il avait énergiquement marché en avant, il aurait pu se frayer un passage à travers les lignes prussiennes.

Metz tombée et cette capitulation mettant 100,000 prisonniers aux mains de l'ennemi, on peut dire que c'en était fait de la défense nationale; en effet, l'armée du prince Frédéric-Charles, devenue disponible tout entière, pouvait aller attaquer l'armée de la Loire.

De ce côté pourtant un rayon de soleil avait brillé dans notre ciel sombre. Le général d'Aurelles de Paladines avait gagné sur le général bavarois von der Thann la bataille de Coulmiers et délivré Orléans. Encore un succès, et l'on pouvait espérer que l'armée

de la Loire marcherait à la délivrance de Paris, tandis que le général Faidherbe, déjà vainqueur à Bapaume, avec sa petite armée, tiendrait tête aux Prussiens dans les départements du Nord. Mais soudain Frédéric-Charles se dirige sur Orléans, reprend la ville, après une bataille acharnée, et force l'armée de la Loire de se séparer en deux parties. L'une, sous les ordres du général Bourbaki, va tenir campagne dans les régions de l'Est, tandis que l'autre, commandée par le général Chanzy, opère sa retraite dans la direction de l'Ouest.

On sait la triste issue de la campagne de l'Est. L'armée du général Bourbaki, menacée d'être enveloppée par suite de l'imprévoyance de Garibaldi, qui ne comprit pas que les combats qu'on lui offrait n'étaient que d'habiles manœuvres de l'ennemi pour le retenir sous Dijon, l'armée de Bourbaki, disons-nous, fut obligée de se jeter en Suisse, où elle fut internée.

Sur ces entrefaites, le général Chanzy opérait cette belle retraite sur le Mans, qui fondait sa réputation militaire. On marchait dans la neige, on bivouaquait par un froid glacial, on manquait de pain et de souliers; beaucoup de recrues n'avaient que des fusils à piston, et pourtant on livrait un combat chaque jour, et pourtant l'armée de la Loire ne se laissait pas entamer.

Saluons ici respectueusement deux des princes d'Orléans qui ont pensé qu'à l'heure des périls suprêmes, des exilés avaient le droit de venir offrir leur sang à leur patrie. Le prince de Joinville était au milieu des artilleurs à la bataille d'Orléans; le duc de Chartres, frère du comte de Paris, prenait part à tous les combats de l'armée de la Loire, et, sous le nom du commandant Robert le Fort, gagnait la croix de la Légion d'honneur sur le champ de bataille.

La bataille du Mans, perdue à cause d'une panique qui s'empara d'un corps de mobiles chargé de garder une importante position, et la retraite derrière la Mayenne constituent la dernière phase des opérations militaires dans l'ouest de la France. La défense nationale, qui avait pris un développement si considérable sous l'impulsion du jeune dictateur Gambetta, devait désormais se reconnaître impuissante. Le pays avait donné ses enfants et prodigué son argent; mais pour les guerres modernes, les soldats ne s'improvisent pas, et encore moins les généraux.

Une assemblée nationale fut convoquée à Bordeaux, et les représentants de la nation subirent, le désespoir dans le cœur, cette paix désastreuse, impitoyable, qui nous coûte l'Alsace, une partie de la Lorraine et une indemnité de guerre de cinq milliards.

Tout était fini! Il ne nous restait, pour le présent, qu'à reconstituer la France, et, pour l'avenir, l'espoir... Avons-nous besoin de dire quel espoir? — Non, car il est au fond du cœur de tous ceux qui nous lisent.

STRASBOURG — LES VILLES HÉROÏQUES

— Voir les gravures IX, XV, XVI, XVII, XXXI, XLVI —

Durant plus de cinquante jours de tranchée ouverte, les Strasbourgeois, commandés par l'intrépide général Urich, ont bravé la mort, ont stoïquement assisté à l'incendie et à la ruine de leurs monuments et de leurs maisons pour l'honneur du drapeau national. Et pourtant la garnison, en outre de la garde nationale, comptait à peine dix mille hommes de troupes régulières. Grand et sublime dévouement, digne des temps antiques, et qui restera un exemple pour la génération qui grandit!

Une pluie d'obus et de bombes assaillait la cité martyre. Chose terrible à dire : les Prussiens n'en voulaient ni aux remparts ni à la citadelle! Les plus riches et les plus pauvres maisons, le centre de la ville, le beau quartier du Broglie, le gymnase protestant,

le Temple-Neuf, le musée de peinture et beaucoup d'autres monuments devinrent la proie des flammes. La cathédrale même subit de graves atteintes. La bibliothèque de Strasbourg appartenait au monde civilisé; elle pouvait être épargnée : elle a été brûlée sciemment. Des cadavres de femmes et d'enfants jonchaient le sol à côté de ceux des soldats.

Mais, hélas! en face de l'implacable destinée, tant de malheurs ne devaient pas être la rançon de notre Strasbourg bien-aimé!

Nous serions coupables d'ingratitude si, à côté de Strasbourg, nous n'adressions pas l'hommage de notre admiration aux autres villes héroïques qui ont soutenu avec une valeur admirable l'honneur du drapeau de la France : Mézières, Toul, Bitche, Phalsbourg, Verdun, Laon, Belfort, Châteaudun. A Laon, le général Chérédin fait sauter la citadelle; à Belfort, la garnison, sous les ordres du colonel Denfert-Rochereau, tient jusqu'à la dernière heure et obtient de quitter la place avec armes et bagages. Plus heureuse que Bitche, la ville de Belfort reçoit en restant française la récompense de son héroïsme.

Châteaudun!... A ce nom l'émotion saisit le cœur, et l'on songe aux sacrifices sublimes de Sagonte et de Missolonghi. Châteaudun n'était qu'une petite cité ouverte, défendue seulement par des gardes nationaux et une poignée de francs-tireurs et de soldats; pourtant, lorsque les Prussiens pénétrèrent dans les ruines fumantes de la ville bombardée, deux mille de leurs soldats avaient été mis hors de combat. Rappelons que, par un vote solennel, le gouvernement de la défense nationale a proclamé que Châteaudun avait bien mérité de la patrie.

M. THIERS

— Voir la gravure L —

L'Assemblée nationale a couronné la carrière politique de M. Thiers en l'appelant à la présidence de la République. Cet insigne honneur était une récompense digne de l'illustre homme d'État qui, par deux fois et dans les circonstances les plus terribles que l'imagination puisse rêver, venait de rendre d'éclatants services à son pays. Qui donc sans ingratitude pourrait méconnaître ce qu'il y eut d'admirable dans ces efforts persévérants que M. Thiers multiplia durant plusieurs mois pour intéresser l'Europe indifférente ou jalouse au salut de la France que l'Allemagne égorgeait? Les fatigues de voyages lointains que son âge rendait encore plus lourdes, les atteintes d'une saison rigoureuse, les duplicités et les fausses sympathies des cours étrangères, les intrigues de la Prusse, les attaques dont il était lui-même l'objet en France : rien de tout cela ne le rebuta, ne le fit hésiter.

Après avoir signé, au nom de la France, la douloureuse paix que l'on sait, et dont il a fait tout ce qui était humainement possible pour alléger le fardeau; après avoir, avec l'aide de l'épée glorieuse du maréchal de Mac-Mahon, vaincu la hideuse anarchie de la Commune, M. Thiers s'est voué à la délivrance de notre territoire et à la réorganisation du pays. Il doit être fier de consacrer sa verte vieillesse à l'accomplissement d'une aussi noble tâche.

INSURRECTION DU 18 MARS

— Voir les gravures LI, LII, LIII, LIV, LV, LVI —

En tête des gravures que nous consacrons au drame sinistre de la Commune, nous ne pouvons mieux faire que de placer l'image de la Justice outragée, se voilant la face à l'aspect des odieux forfaits que des bandits cosmopolites accomplissent dans la capitale de la France.

Le 18 mars, on le sait, la tentative faite pour enlever les canons que les gardes nationaux avaient conduits sur les hauteurs de Montmartre avait échoué. Un Comité central qui s'était formé pendant le siège et avait fait alliance avec l'Internationale étendait ses ramifications dans un grand nombre de bataillons et avait donné naissance à cette qualification de « fédérés » qui devait avoir un si grand et si triste retentissement.

Ce Comité se hâta de profiter de l'effervescence populaire et de la défection d'un certain nombre de soldats pour tenter une insurrection qui ne devait que trop facilement réussir.

Les généraux Clément Thomas et Lecomte, arrêtés par les insurgés, furent lâchement fusillés dans un jardin de la rue des Rosiers, à Montmartre. La cause de la Commune recevait, ce jour-là, son sanglant baptême.

L'Hôtel de ville, tous les ministères, les positions stratégiques de Paris, les dépôts de munitions, les édifices publics, les palais, les casernes, les forts du sud de la capitale, tombèrent successivement, — et sans coup férir, faute de pouvoir être défendus efficacement, — aux mains des insurgés. Des hésitations, des malentendus regrettables eurent pour funeste résultat d'annihiler le concours qu'un nombre très-respectable de bataillons de la garde nationale, restés énergiquement fidèles à la cause de l'ordre, étaient tout disposés à apporter pour la répression du mouvement insurrectionnel du 18 mars. Malgré tous les obstacles créés par de fatales circonstances, une imposante manifestation des amis de l'ordre parcourut la ville le 22 mars; mais l'infâme fusillade de la rue de la Paix acheva de jeter la consternation dans la ville, qui se sentait sous l'étreinte d'un banditisme impitoyable. Alors commença l'émigration parisienne; la foule assiégea les gares de chemins de fer. On n'évalue pas à moins de 500,000 le chiffre des personnes qui quittèrent Paris devant le règne du drapeau rouge.

LA COMMUNE.

— Voir la gravure LVIII —

Tel était l'état de l'esprit public lorsque le trop fameux Comité central appela les électeurs à la nomination d'une Commune. Il s'agissait de créer quatre-vingts dictateurs, armés de pouvoirs souverains, qui devaient présider aux destinées de la malheureuse ville de Paris. Dans les circonstances où s'ouvrait le scrutin, on savait d'avance quels choix détestables allaient être faits. Ce ne fut, à la vérité, qu'un simulacre d'élections aussi absurdes que navrantes. L'immense majorité de la population dédaigna naturellement de venir voter.

Une fois installée, la Commune s'empressa de légiférer. Il faut avoir lu les numéros du pseudo-*Journal officiel* pour se faire une idée de ces séances, où l'odieuse le dispute au ridicule.

Mais les communalistes se doutaient bien qu'ils allaient bientôt avoir affaire à l'armée de la France. Ils commencèrent donc par fabriquer des généraux, et quels généraux, bonté divine! le général Eudes, condamné à mort pour assassinat, dans l'affaire de l'attaque de la caserne des pompiers à la Villette; le général Brunel, le général Duval, ancien claqueur; le général Bergeret, qui s'acquittait une célébrité burlesque le jour où il déclara dans une affiche qu'il s'était rendu *lui-même* à Neuilly. A la suite, il y eut une orgie inimaginable de galons: tous les acolytes de la Commune devinrent colonels, commandants, capitaines. Les rues étaient encombrées d'officiers d'état-major, avec trois, quatre, cinq, six galons au képi, et étalant sur leur poitrine des plastrons écarlates.

En même temps arrivait un ramassis d'étrangers sans feu ni lieu ni loi, qui constituèrent des corps francs. Nous fûmes infestés d'une foule de garibaldiens; il y eut des bataillons de vengeurs, d'éclaireurs et de zouaves de la Commune, des escouades de faux marins qui n'avaient jamais navigué; il y eut les contre-chouans, les enfants du Père-Duchêne, les Lascars. C'étaient des saturnales d'uniformes à n'en plus finir.

D'autre part, on organisait le désordre dans les différents services publics. Sous le nom de délégués, les citoyens Jourde et Varlin s'installèrent au ministère des Finances, Arnaud et Vaillant à l'Intérieur, Eudes à la Guerre, Paschal Grousset aux Relations extérieures, Protot à la Justice, Jules Vallès à l'Instruction publique, Raoul Rigault à la Préfecture de police, Theisz aux Postes, Ostyn et Rastoul aux Services publics, Beslay à la Banque de France.

PILLAGE ET RÉQUISITIONS — LES JOURNAUX DE LA COMMUNE

— Voir la gravure LIX. —

La Commune épuisa d'abord les quatre ou cinq millions qu'elle avait trouvés au Trésor et les neuf millions qui étaient déposés à la Banque au compte de la ville de Paris. Sous la menace d'un pillage imminent, le grand établissement financier avait dû se résigner à livrer cet argent et à satisfaire encore à plusieurs autres réquisitions successives. On vit ensuite les hommes de l'Hôtel de ville décréter une série de mesures qui révoltèrent la conscience publique. On envoya à la fonte l'argenterie des Tuileries et celle des ministères; on vida toutes les caisses publiques, petites et grandes; on multiplia les visites domiciliaires, et, sous prétexte de chercher des armes cachées, les fédérés dévalisèrent différents établissements financiers et même des entreprises particulières, telles que des maisons de banque et des compagnies d'assurance.

On prononça la confiscation de tous les biens du clergé, et, sous ce prétexte, on fit une rafle générale de tous les objets précieux que contenaient les édifices religieux et les couvents: on ne respecta ni les merveilles artistiques déposées dans les trésors de nos vieilles basiliques, ni les ornements sacerdotaux, ni l'argenterie des presbytères et des communautés. On osa même voler la monnaie des troncs et les humbles ressources des maisons hospitalières vouées au soulagement de la misère publique.

Pendant toute la durée de son odieuse domination, la Commune, excitée par le sieur Raoul Rigault, délégué à l'ex-préfecture de police, puis procureur de la Commune, fit une guerre implacable à tous les journaux qui ne se courbaient pas sous le joug et osaient élever des cris d'indignation contre ses continuels attentats à la justice, à la propriété, à la liberté. Plus de trente journaux furent violemment et successivement supprimés.

En revanche, on vit naître une foule de feuilles se faisant pour la plupart les apologistes des actes de la Commune, et celle-ci était pleine de tendresse pour ces encenseurs abjects.

Le Cri du Peuple, le Réveil, le Vengeur, la Montagne et surtout *le Père Duchêne*, de cynique mémoire, formaient la lecture favorite de messieurs les fédérés.

LES PREMIERS COMBATS — LES OTAGES

— Voir les gravures LX, LXI. —

Nos intrépides régiments, que tant de fautes accumulées avaient condamnés à une captivité de sept mois, purent revenir successivement d'Allemagne et constituèrent cette armée à laquelle on confia la cause sacrée du salut de la France, la cause de la civilisation elle-même menacée par les modernes Vandales.

Le 2 avril, un premier engagement, simple escarmouche, eut lieu à Courbevoie. Dès le jour même, la Commune prit la résolution d'une expédition dirigée sur Versailles. On connaît l'issue de cette entreprise insensée qui coûta la vie à Flourens et au « général » Duval.

Cette débâcle des troupes de la Commune porta au comble l'exaspération des dictateurs de l'Hôtel de ville. Le malfaiteur sinistre qui trônait à la Préfecture de police, Raoul Rigault,

déploya dans ces circonstances toutes les ressources de son imagination perverse. Des commissions officielles avaient été établies dans les municipalités pour recevoir les délations. Cela ne suffisait plus : on se mit à arrêter à tort et à travers dans Paris les honnêtes gens qui n'avaient pas abandonné leur demeure. C'est ainsi que Mgr l'archevêque de Paris, M. Deguerry, curé de la Madeleine, le président Bonjean, M. Gustave Chaudey, devinrent, entre les mains de ces misérables, des otages réservés pour une mort affreuse.

LES ENROLEMENTS FORCÉS — LES DÉLÉGUÉS A LA GUERRE

— Voir les gravures LVII, LXIII, LXV, LXVI, LXVII —

Le 4 avril, le citoyen Cluseret fut nommé délégué à la guerre et chargé d'organiser la résistance à outrance. Le premier acte de cet homme sans patrie porta le cachet de la plus monstrueuse tyrannie : il décréta la levée en masse pour le service de l'insurrection. Tout homme âgé de dix-neuf à quarante ans devait être enrôlé de force dans les bataillons de guerre, et, quelles que fussent ses opinions, se faire tuer pour la défense de la Commune. On imagine quel émoi une telle décision mit dans la ville; les jeunes gens se cachèrent; ils n'osaient plus se montrer dans les rues; ils couchaient au hasard chez des amis, car leur domicile ne leur offrait plus aucune sécurité.

Cependant la lutte avait pris des proportions considérables dans tout le périmètre du sud et de l'ouest de Paris. Après une série d'engagements meurtriers, les fédérés avaient été obligés d'abandonner leurs positions avancées de Meudon, de Châtillon, de Neuilly, d'Asnières; ils ne possédaient plus que la ligne des forts. L'armée, commandée par le maréchal de Mac-Mahon, avançait pas à pas, mais avec une sûreté, une régularité qui indiquait un plan mûrement conçu et dont les résultats prochains ne laissaient pas de doute aux esprits clairvoyants.

C'est alors que la Commune, pour amener l'esprit des classes ouvrières au degré de surexcitation qu'elle désirait, s'avisa d'ordonner des fouilles dans les églises et les couvents, et de faire déterrer des ossements qui reposaient depuis longues années dans la terre des caveaux. On exhiba ces tristes débris, on vociféra contre les crimes et les infamies du clergé, et l'on traîna en prison une foule de prêtres et de religieuses. Quant aux églises, désormais inutiles pour des gens qui avaient proclamé le dogme de l'athéisme, elles furent livrées aux clubistes et retentirent chaque soir de provocations infâmes à l'assassinat et au pillage.

L'évacuation du fort d'Issy par les fédérés fut la cause ou le prétexte de l'arrestation du délégué Cluseret. A celui-ci succéda Rossel, dont le règne ne devait pas être de longue durée.

Après Rossel, le ministère de la Guerre fut confié à un délégué civil, le citoyen Delescluze. Ce changement de personne n'empêcha pas le fort de Vanves de subir peu après le sort du fort d'Issy. Désormais tout le front sud-ouest de Paris était ouvert aux attaques des assiégeants, qui purent commencer la tranchée dans le bois de Boulogne et préparer la voie aux colonnes d'attaque qui allaient bientôt pénétrer dans Paris par la porte de Saint-Cloud.

LA COLONNE VENDOME ET LA MAISON DE M. THIERS

L'ÉTAT-MAJOR DES FÉDÉRÉS

— Voir les gravures LXII, LXIV —

L'aggravation de la situation militaire des insurgés semblait pousser la Commune à lancer décret sur décret. On eût dit qu'elle tenait à profiter des derniers jours de son pouvoir criminel.

On renversa la colonne Vendôme, ce témoin superbe des victoires que nos pères ont payées de leur sang. Le peintre Courbet, qui le premier émit l'idée du *déboulonnage* de la colonne, a prouvé combien la sottise peut devenir malfaisante. La Commune décréta également la démolition de l'hôtel de M. Thiers, de la chapelle expiatoire de Louis XVI et de la chapelle Bréa. Mais, par suite de la rapidité des événements, la maison du chef du pouvoir exécutif resta à moitié démolie; quant aux chapelles, à part quelques dégâts de peu d'importance, elles furent sauvées, ainsi que les statues que menaçait le marteau des iconoclastes de la Commune.

Le Polonais Dombrowski, échappé de Sibérie, et plus tard impliqué dans une affaire de faux billets de banque, avait été nommé général en chef des troupes de l'Hôtel de ville. Sous ses ordres, la défense de toute la ligne du sud était confiée à Wroblewski, également Polonais. L'Italien La Cécilia avait aussi le commandement d'un corps d'armée. Puis venait le *colonel* Okolowitz, encore un Polonais, et un ramassis de forbans de toute nationalité placés en sous-ordre, et dont les noms importent peu.

LA BATAILLE DE SEPT JOURS — LES INCENDIES

— Voir les gravures LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII —

Le 22 mai, grâce à un courageux citoyen, M. Ducatel, qui signala à nos troupes une occasion favorable, il fut possible de pénétrer dans l'enceinte de Paris, presque sans coup férir. L'armée, forte d'environ 90,000 hommes, était placée sous le commandement en chef du maréchal de Mac-Mahon, avec le général Borel pour chef d'état-major général. Le général de Cissey a principalement conduit les opérations sur la rive gauche, secondé par le général du Barail; les mouvements de la rive droite ont été dirigés par les généraux de Ladmirault, Clinchant, Douay et le général Vinoy, commandant l'armée de réserve.

Le Comité de salut public, institué par la Commune, mit un acharnement inouï à prolonger une résistance à outrance qui devait faire couler tant de sang et amonceler tant de ruines.

La Commune, obligée d'abandonner le palais municipal, se réfugia à la mairie du onzième arrondissement, non loin du Père-Lachaise, puis enfin à la mairie de Belleville. Ce fut son dernier repaire; ceux de ses membres qui n'avaient pas succombé sur les barricades ou n'étaient pas tombés entre les mains des défenseurs de l'ordre, cherchèrent le salut dans les hasards de la fuite.

Sur ces entrefaites, les fédérés, gorgés de vin, rendus féroces par l'odeur de la poudre et la vue du sang, multipliaient les barricades dans tous les quartiers.

Le 23 mai, les insurgés commencèrent à mettre à exécution l'odieux système d'incendies par le pétrole qui a couvert de ruines la ville de Paris. Ils mirent le feu simultanément à la rue Royale, au ministère de la Marine et au ministère des Finances. On parvint heureusement à arracher le ministère de la Marine aux atteintes du fléau dévastateur; mais les vastes constructions des finances furent entièrement détruites.

Le 24 mai 1871 : cette date restera à jamais néfaste et maudite dans les annales de Paris. Ce jour-là, en effet, Paris brûlait; les Tuileries, le Palais-Royal, le Conseil d'État, la Cour de Cassation, le palais de la Légion-d'Honneur, l'Hôtel de ville, le Palais de Justice, la Préfecture de police, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Grenier d'abondance, les Docks de la Villette étaient livrés aux flammes; des bandes d'hommes et de femmes, dont le crime était rendu encore plus monstrueux par la présence de l'étranger, se vengeaient du triomphe du droit et de la justice, en déchaînant le terrible fléau du feu sur la capitale. Des dépôts de pétrole, des amoncellements de matières combustibles avaient été préparés avec la plus infernale habileté, et la flamme, prenant des proportions inouïes, dévorait les palais, les monuments,

les maisons; anéantissait à la fois la fortune du riche et l'humble mobilier du pauvre. Et, comme l'œuvre de destruction ne marchait pas assez vite au gré de ces bandits qui frappaient leur patrie au cœur, des incendiaires, travestis en pompiers, dirigeaient des flots de pétrole sur des foyers incandescents.

C'est ici que se place l'épouvantable forfait de l'exécution des otages. Dans la nuit du 22 au 23, plusieurs de ces infortunés, détenus à Mazas, avaient été transportés à la Roquette. Dans la soirée du 24, soixante-trois victimes tombèrent sous les balles des assassins de la Commune. Mgr l'archevêque de Paris, Mgr Surat, M. Bonjean, président de la cour de cassation, M. Deguerry, curé de la Madeleine, furent les premiers frappés. Trois pères jésuites partagèrent leur sort, ainsi que d'anciens gendarmes, des agents de police et des soldats de l'armée régulière.

A la fin de la journée du jeudi 25, le drapeau tricolore flottait sur tout Paris, sauf les quartiers extrêmes de l'est et du nord-est, où les résultats décisifs ne devaient être acquis à l'armée que deux jours plus tard.

Ce fut sur les hauteurs du Père-Lachaise et des Buttes-Chaumont qu'ils tirèrent leurs derniers coups de canon, lançant des projectiles incendiaires sur tous les quartiers de Paris indistinctement. La résistance se prolongea également dans les rues de Belleville jusqu'au milieu de la journée du dimanche. Mais l'indomptable énergie de nos soldats eut raison de ces derniers repaires du drapeau rouge. Sur ces entrefaites, on apprenait que le Polonais Wroblewski, qui avait été chargé de défendre les forts du sud occupés encore par l'insurrection, s'était rendu avec six mille fédérés. Il devait bientôt en être de même pour le fort de Vincennes.

Le dimanche 28, dans l'après-midi, la voix lugubre du canon cessa de faire retentir les échos de la capitale, et la population vit de longues colonnes de prisonniers, escortés de cavalerie, descendre des quartiers de l'est et se diriger du côté de Versailles. C'étaient les combattants acharnés des Buttes-Chaumont et du Père-Lachaise.

L'épilogue de cet épouvantable drame se passe sur les pontons et devant les conseils de guerre.

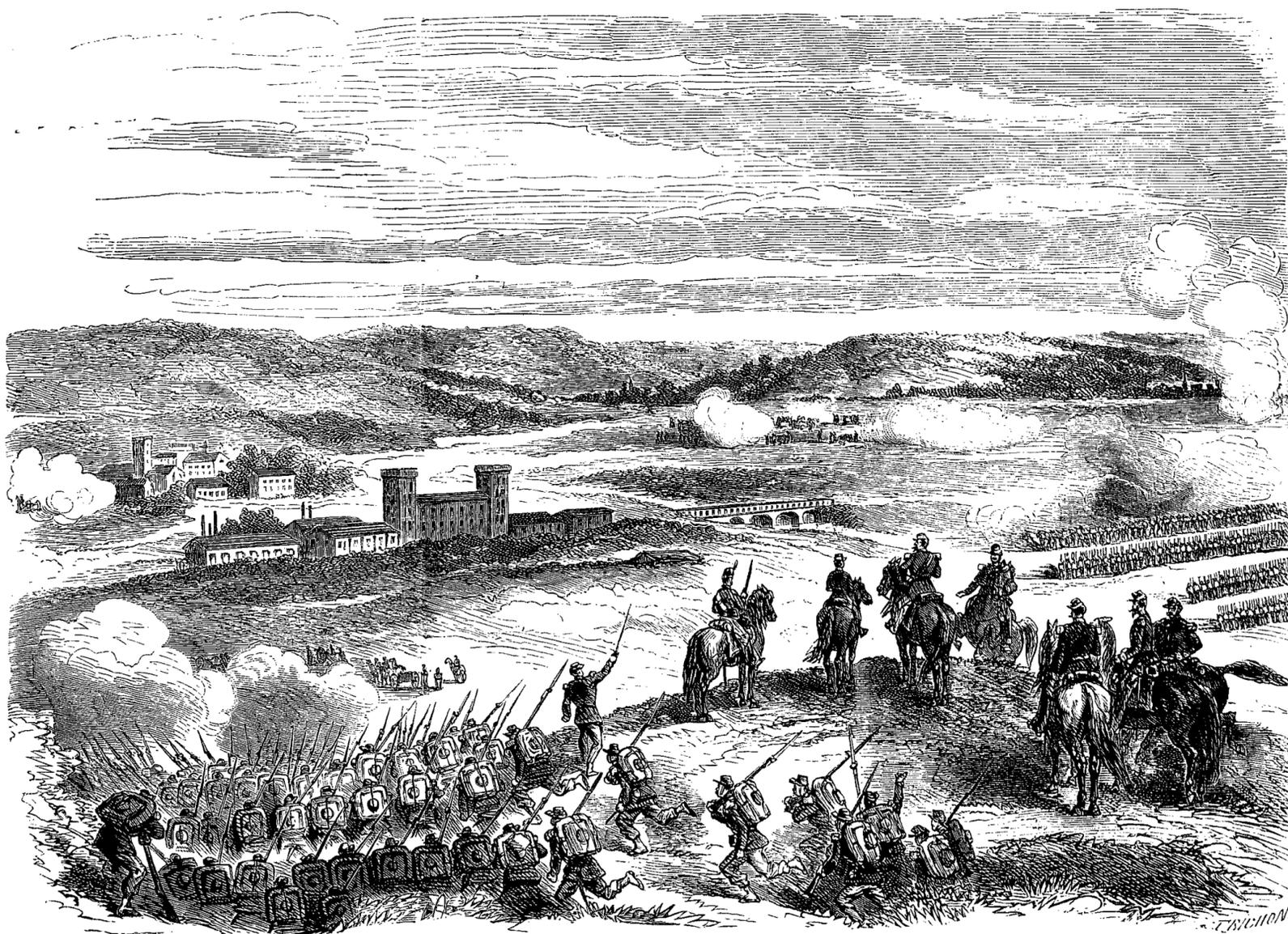
A. DARLET

LA GUERRE

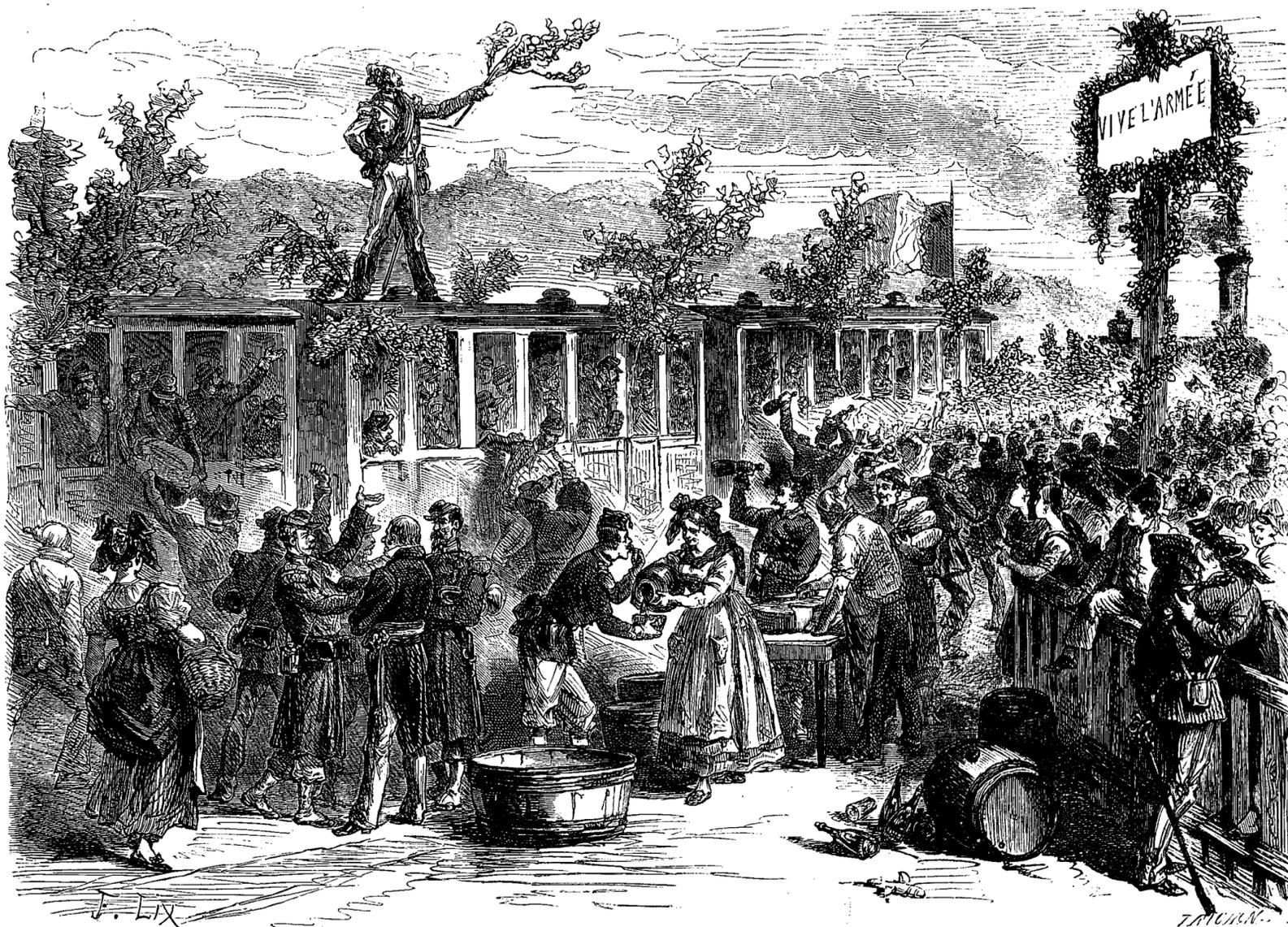
21 JUILLET 1870 — 20 MAI 1871



I. — SAINT-CLOUD. — DÉPART DE L'EMPEREUR ET DU PRINCE IMPÉRIAL POUR L'ARMÉE DU RHIN.



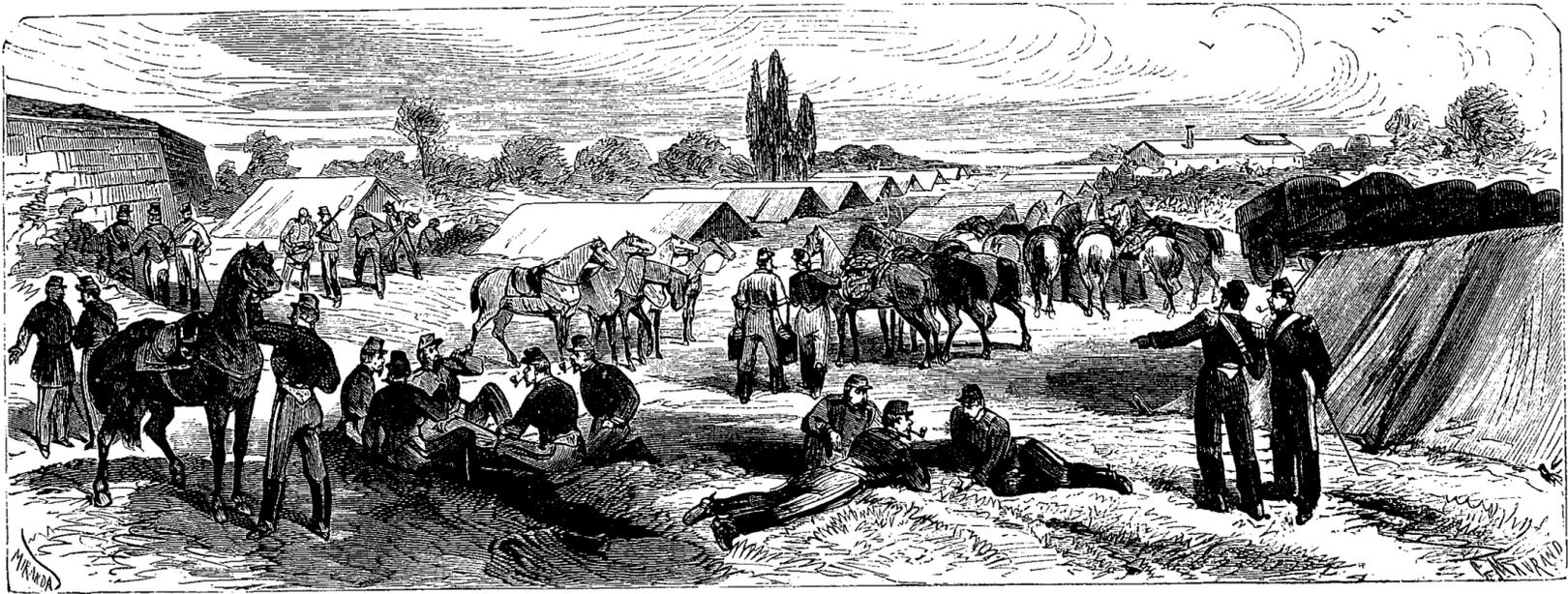
II. — ENLÈVEMENT DES POSITIONS DE SARREBRUCK PAR LES TROUPES FRANÇAISES.



III. — RÉCEPTION D'UN TRAIN MILITAIRE PAR LES HABITANTS DES ENVIRONS DE SAVERNE.



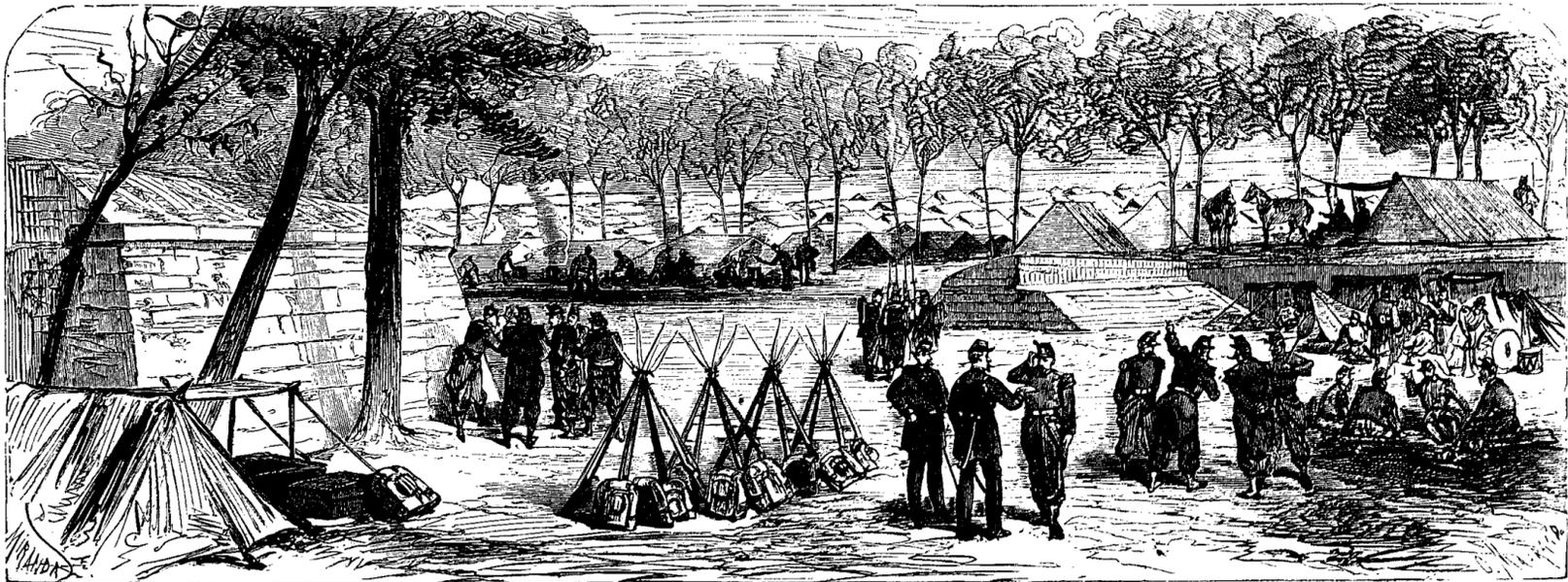
IV. — GUILLAUME I^{er}, DANS SON CABINET DE TRAVAIL AU PALAIS DE BERLIN.



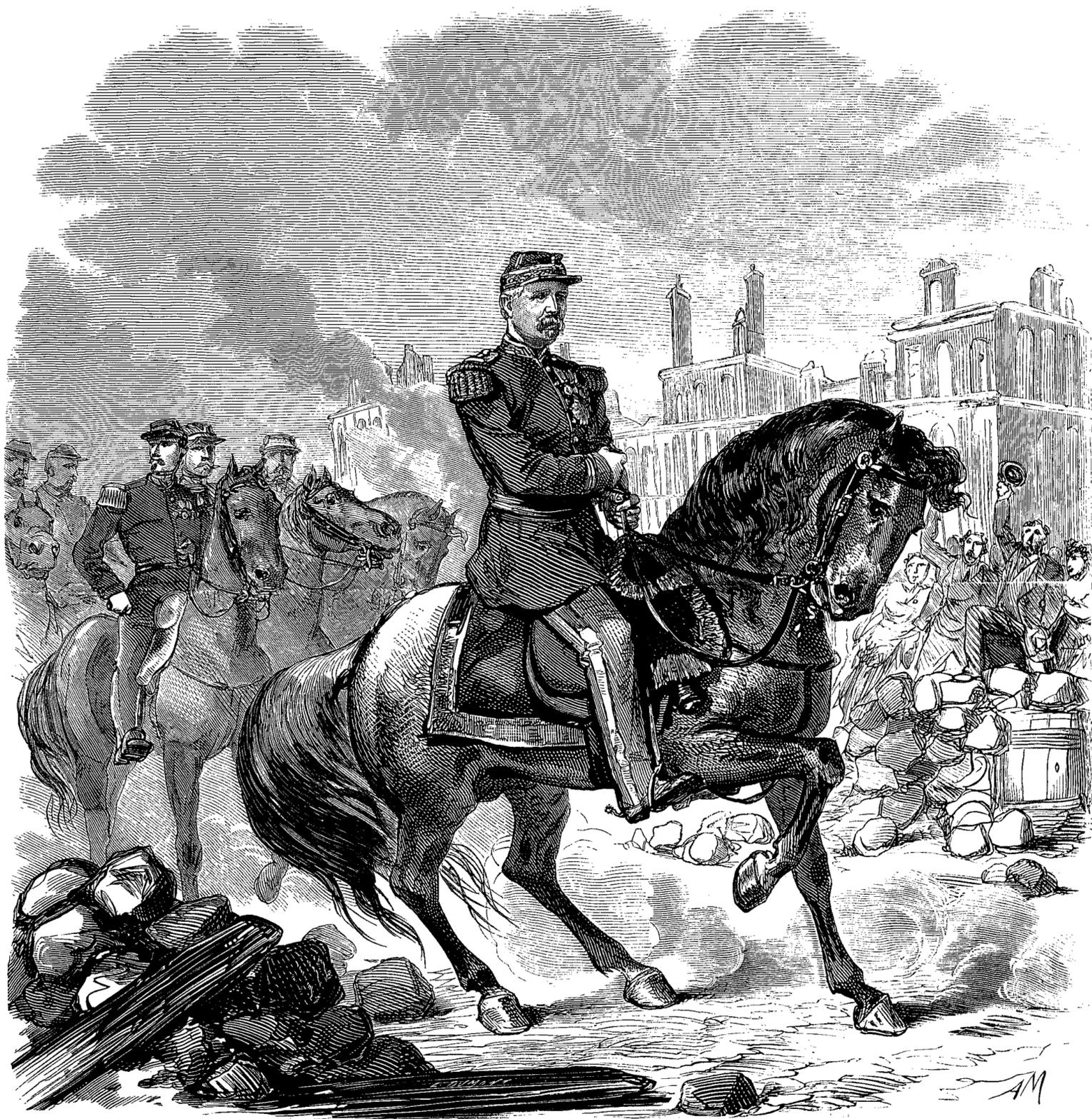
V. — STRASBOURG. — LE CAMP DE L'ARTILLERIE, A LA PORTE D'AUSTERLITZ.



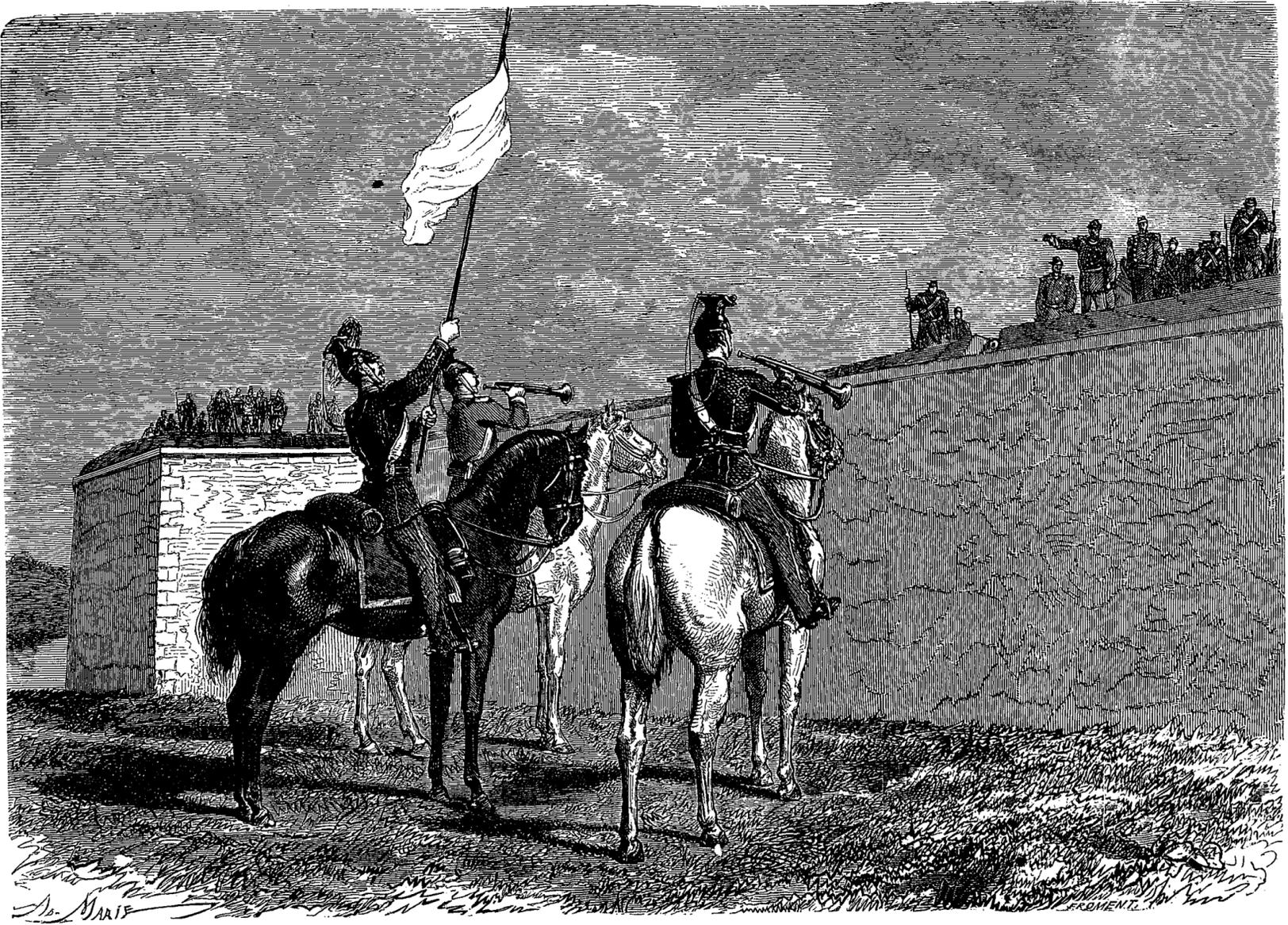
VI. — STRASBOURG. — L'HEURE DE LA FERMETURE DES PORTES.



VII. — THIONVILLE. — CAMPEMENT D'UN RÉGIMENT DE LIGNE SUR LES GLACIS.



VIII. — LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA.



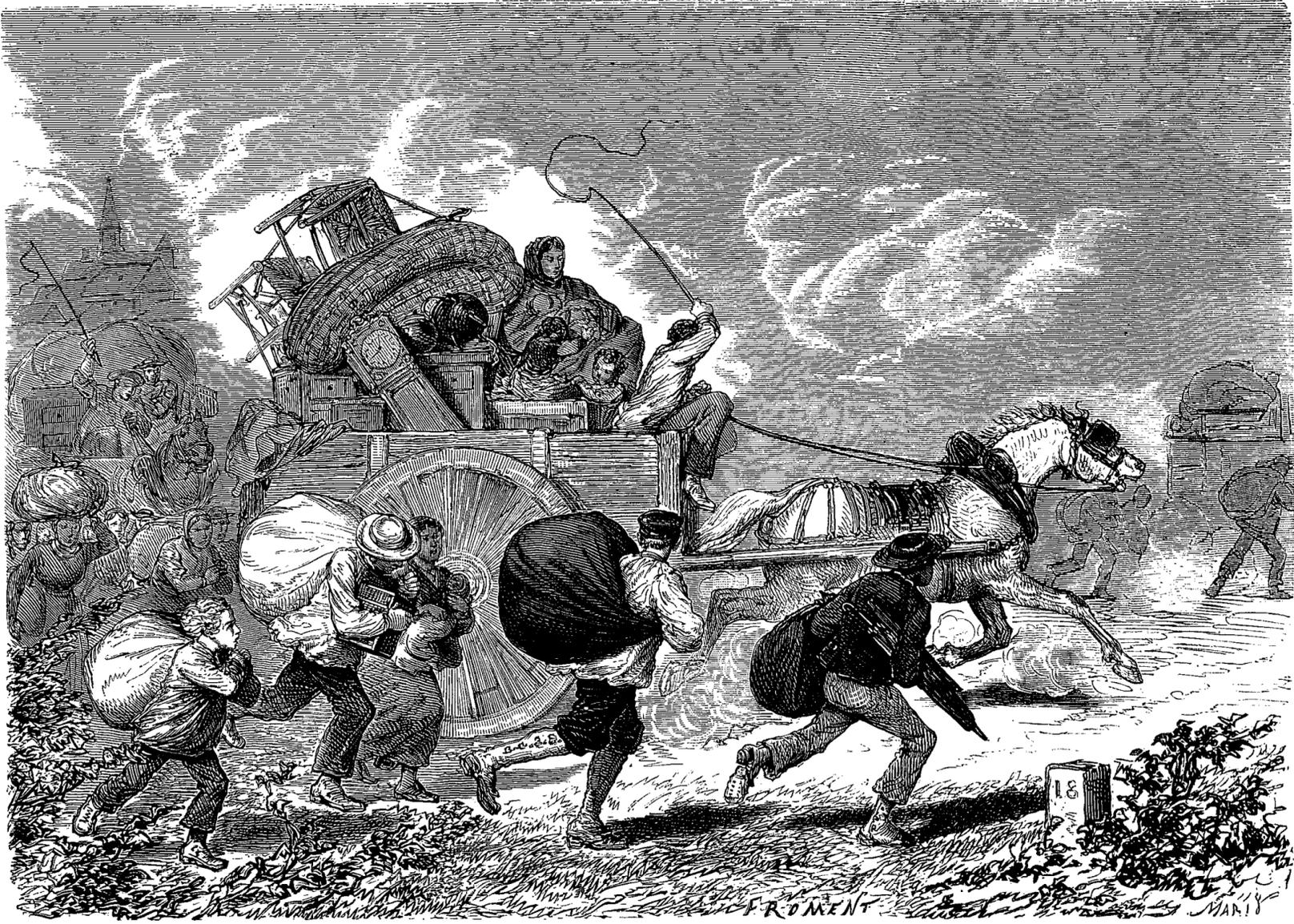
IX. — LA VILLE DE TOUL REFUSANT D'OUVRIR SES PORTES AUX PRUSSIENS.



X. — CHARGE DU 8^e ET DU 9^e CUIRASSIERS A LA BATAILLE DE REICHSOFFEN.



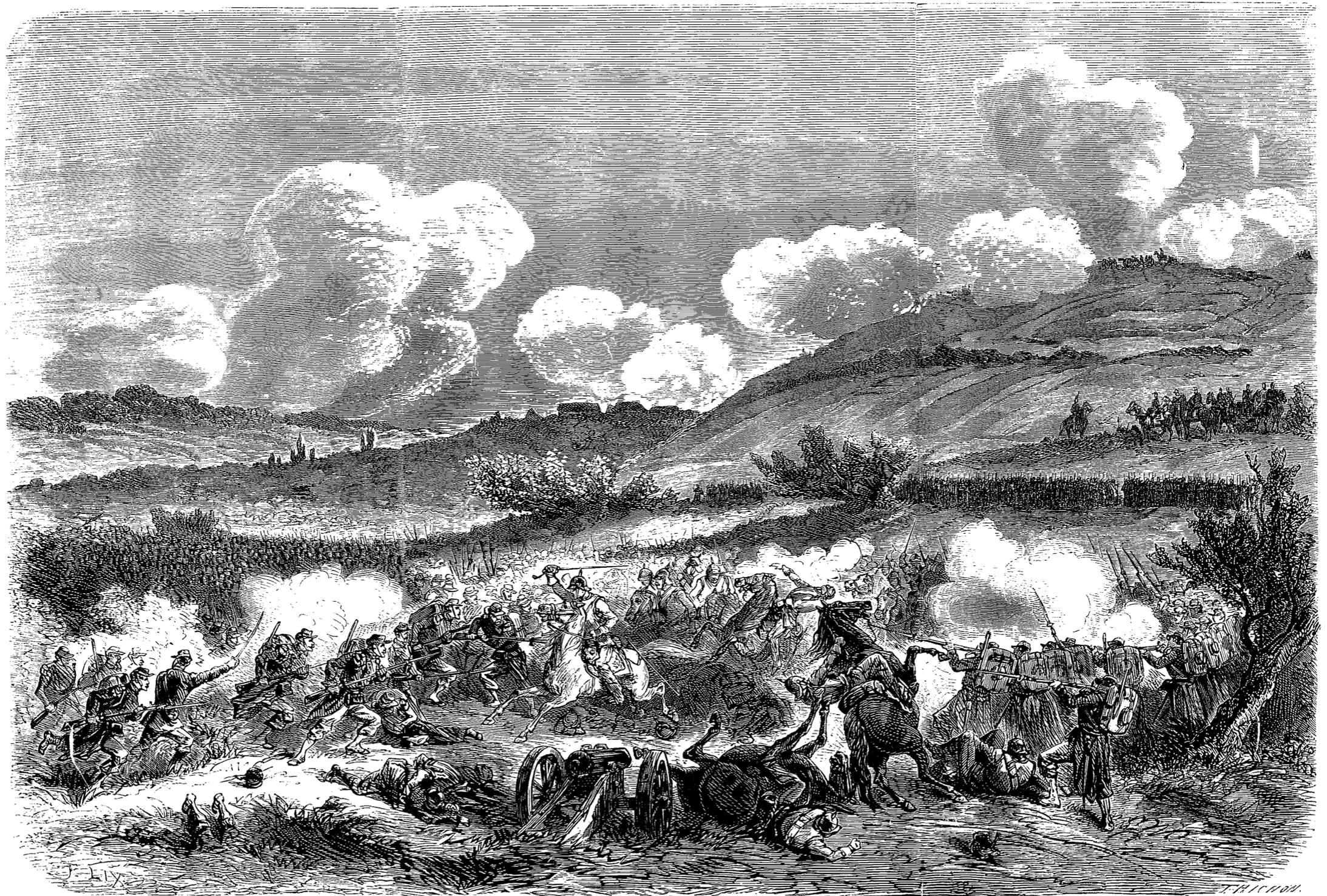
XI. — LE MARÉCHAL BAZAINE.



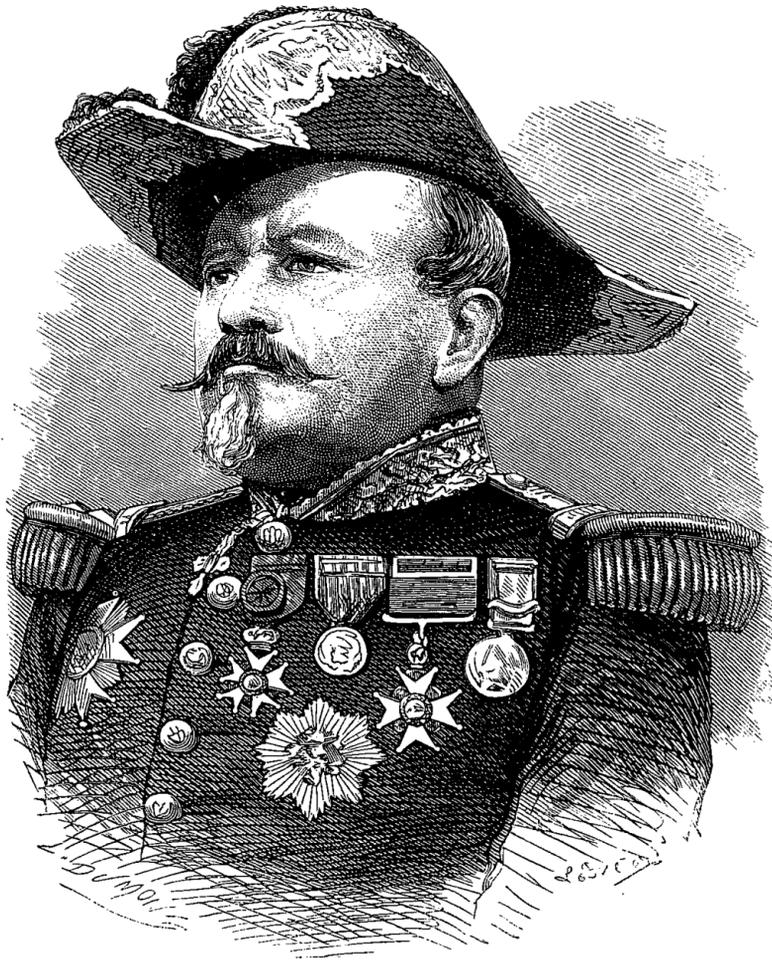
XII. — PAYSANS DES ENVIRONS DE METZ FUYANT DEVANT LES PRUSSIENS.



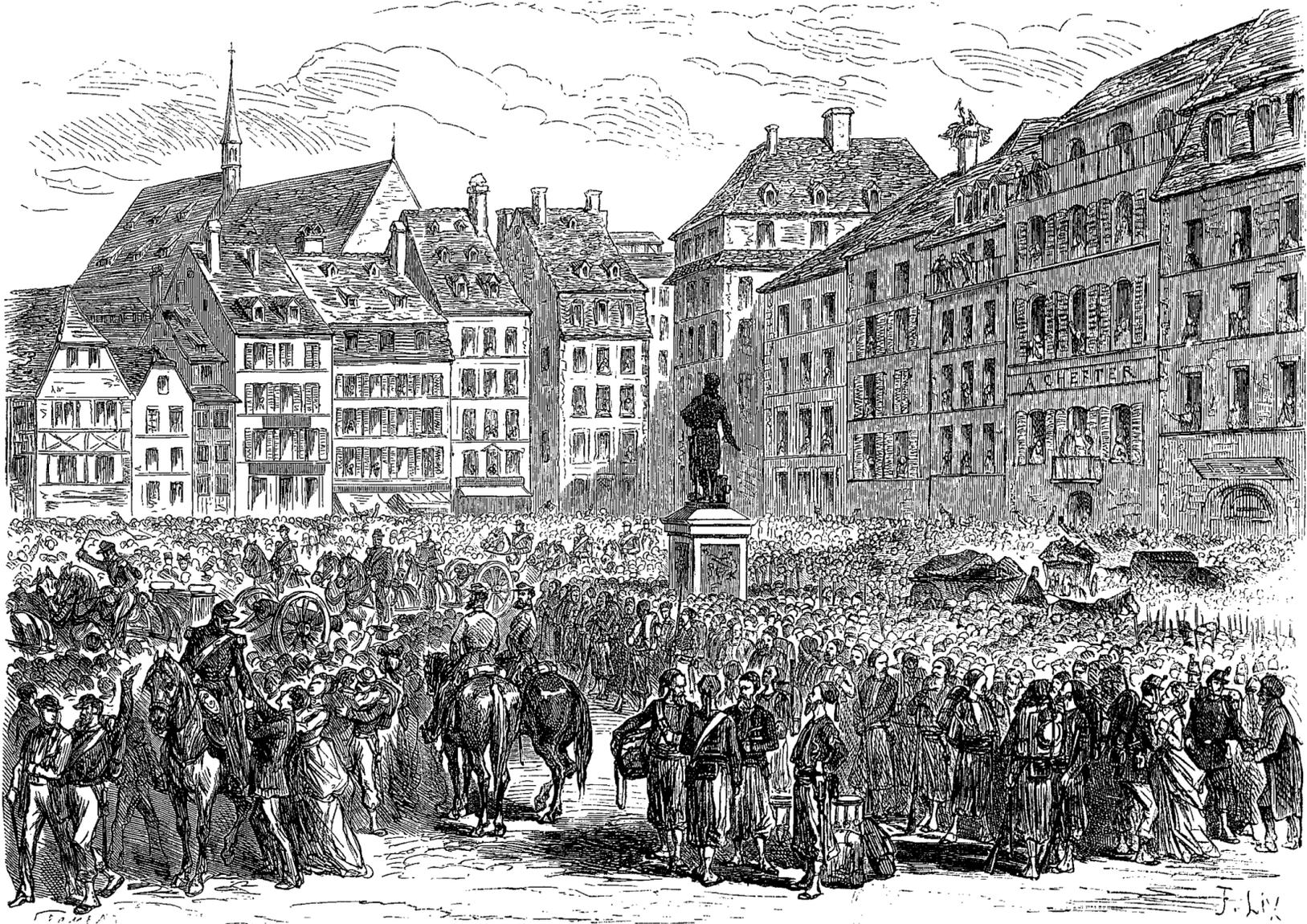
XIII. — METZ. — TRANSPORT DES BLESSÉS.



XIV. — BATAILLE DE GRAVELOTTÉ.



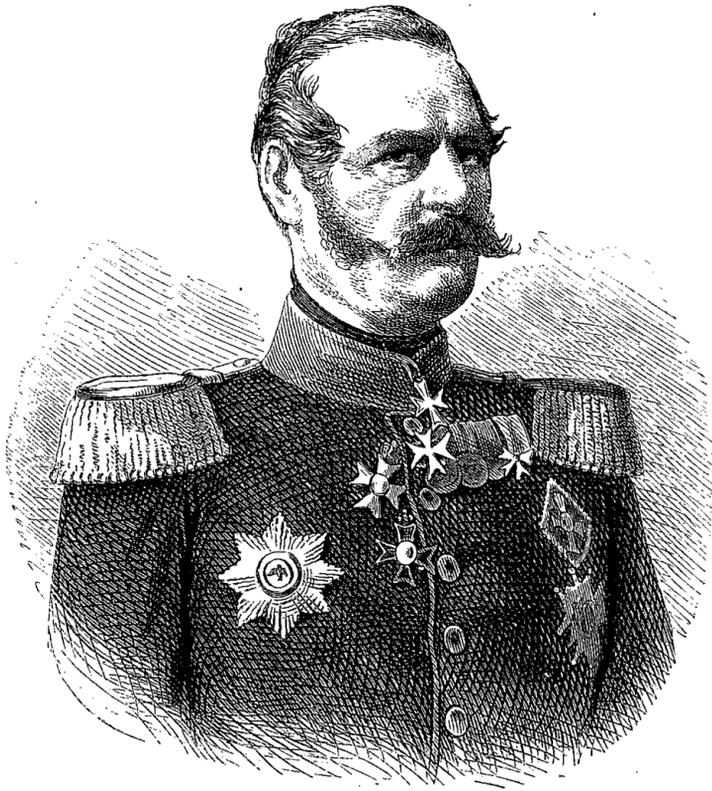
XV. — LE GÉNÉRAL UHRICH.



XVI. — STRASBOURG. — LES TROUPES MASSÉES SUR LA PLACE KLÉBER.



XVII. — BOMBARDEMENT DE STRASBOURG.



XVIII. — LE GÉNÉRAL DE ROON, Ministre de la guerre en Prusse.



Hussard de la garde.

Artilleur.

Cavalier de la landwehr.

Soldat de ligne.

Coiffures de campement.

Cuirassier.

Uhlan.

Chasseur.

Hussard.

Hussard de la mort.

XIX. — PRINCIPAUX UNIFORMES DE L'ARMÉE PRUSSIENNE.



XX — M. JULES FAVRE.



XXIV. — RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE — M. GAMBETTA AU CORPS LÉGISLATIF.



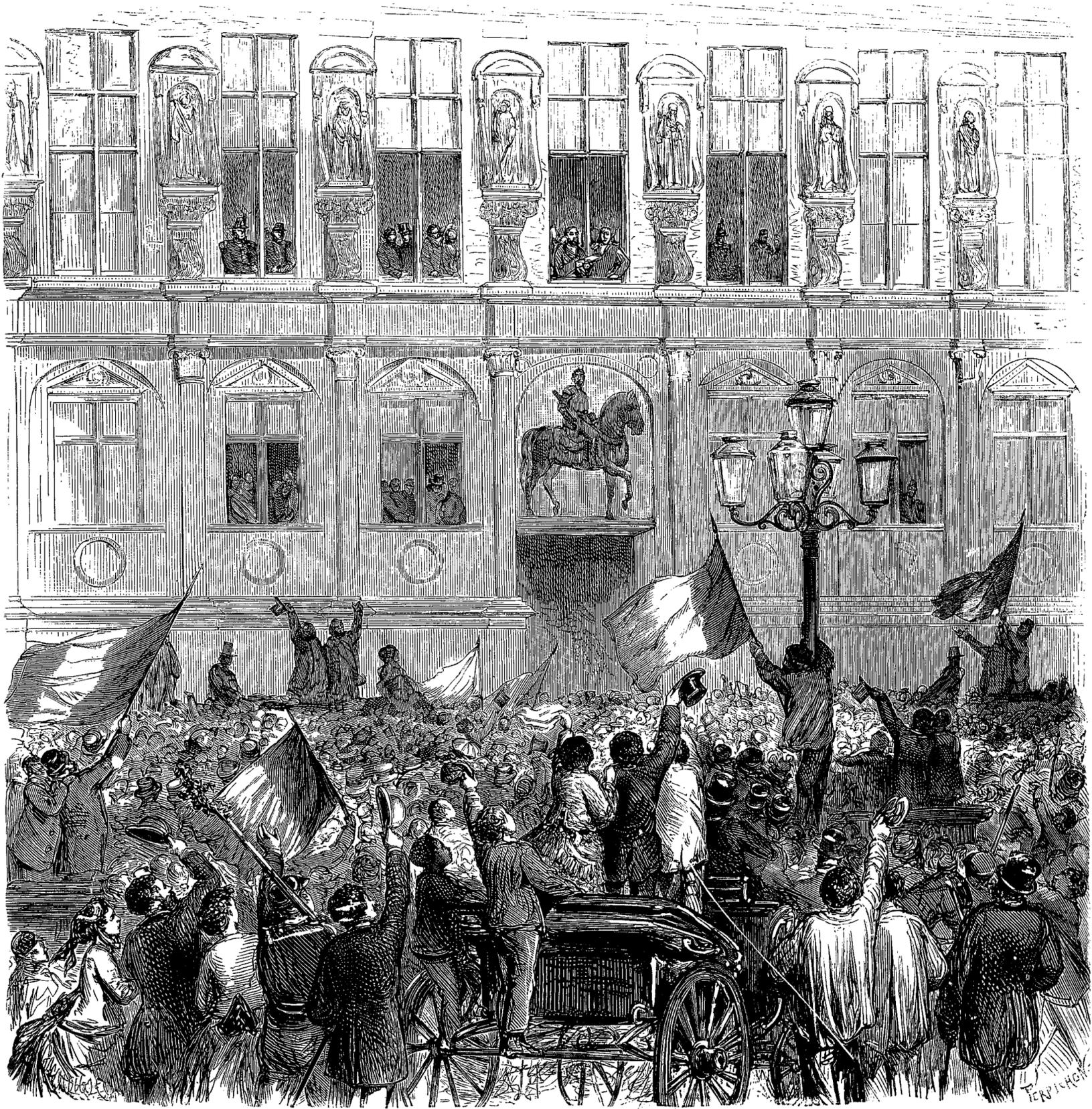
XXII. — M. LÉON GAMBETTA.



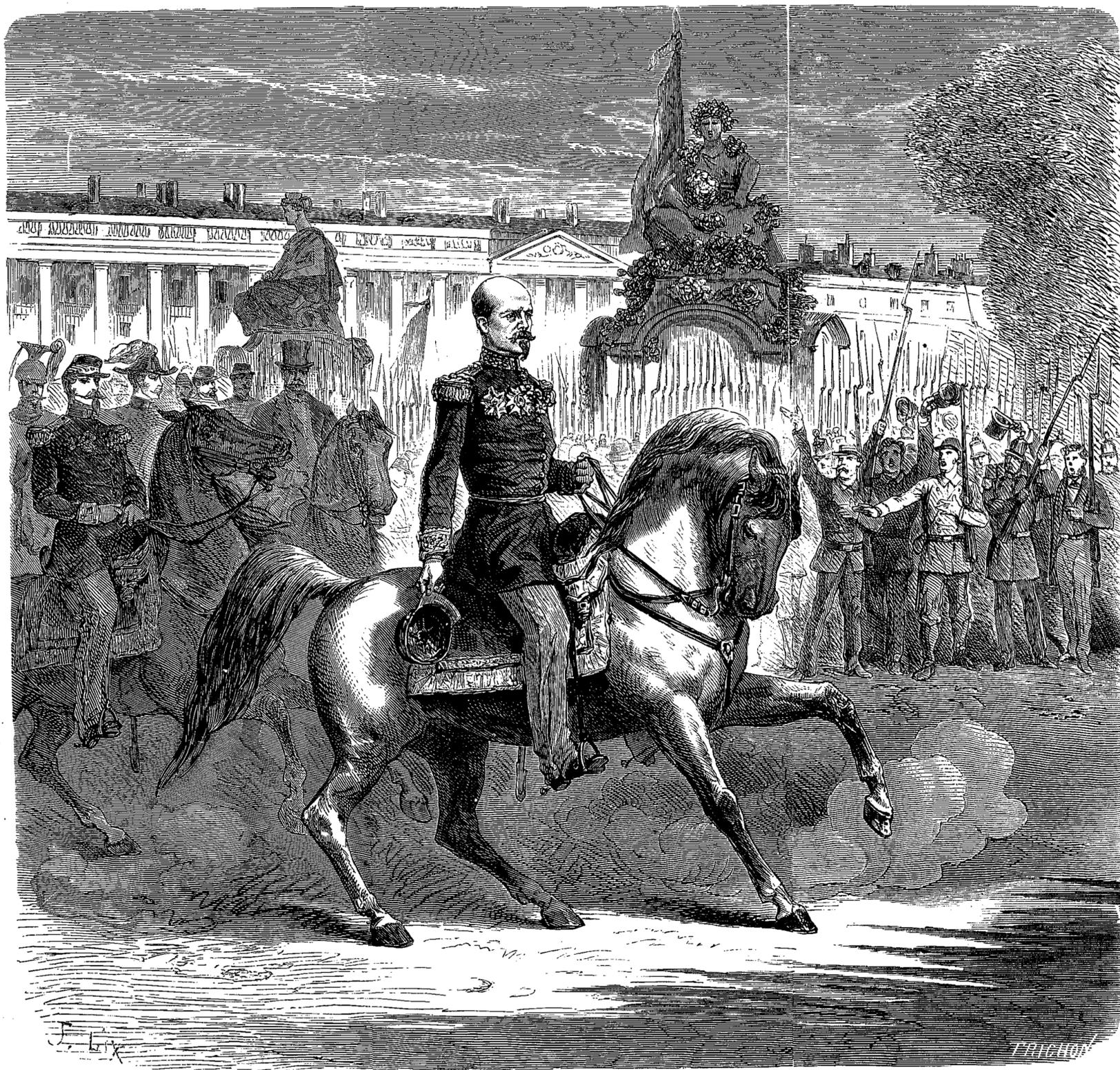
XXI. — M. ERNEST PICARD.



XXIII. — M. AD. CRÉMIEUX.



XXV. — PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS LE 4 SEPTEMBRE 1870.



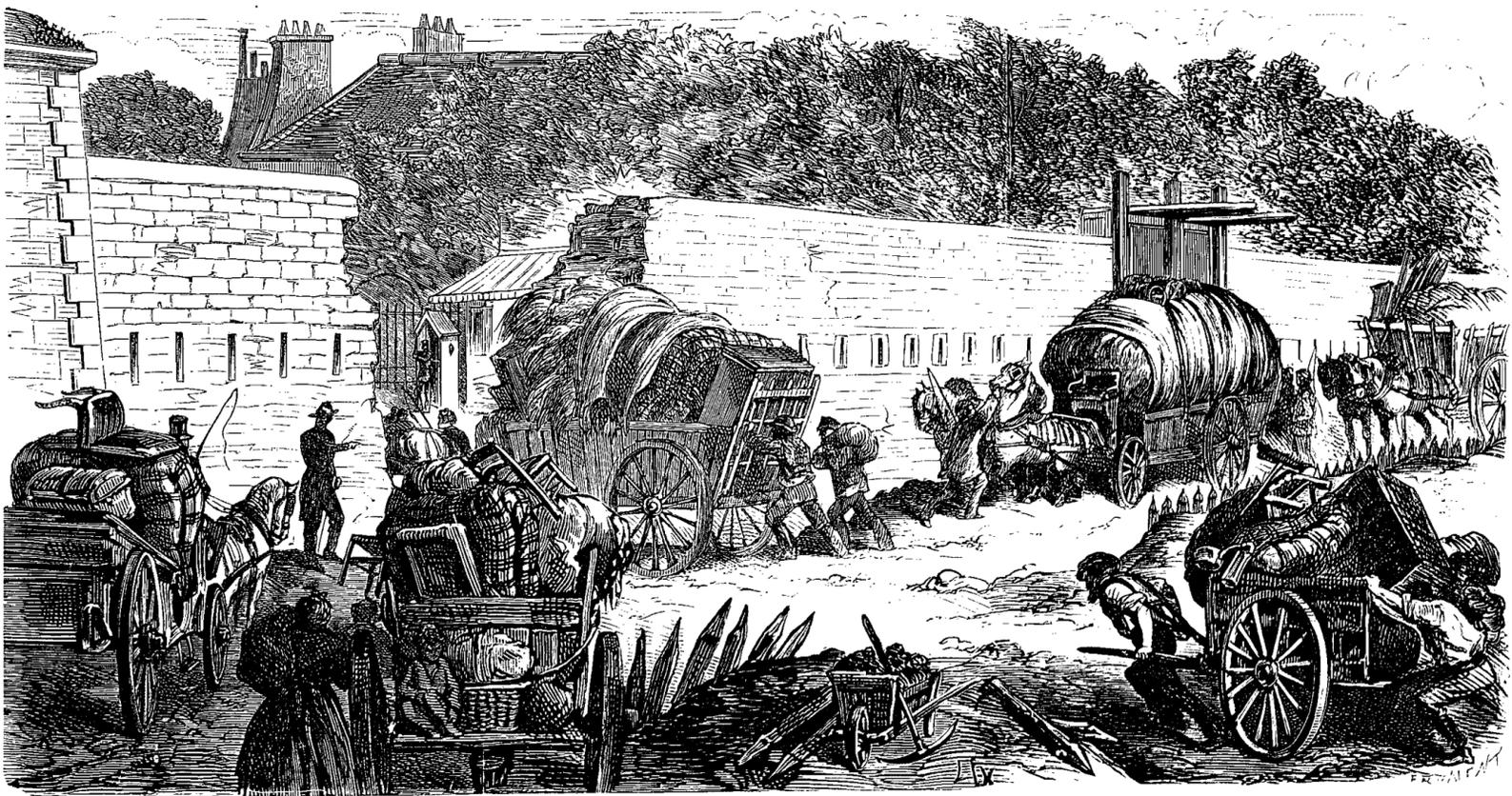
XXVI. — LE GÉNÉRAL TROCHU PASSANT EN REVUE LA GARDE NATIONALE DE PARIS ET LA GARDE MOBILE.



XXVII. — LES MÉNAGÈRES PARISIENNES FAISANT LEURS PROVISIONS DE VIVRES.



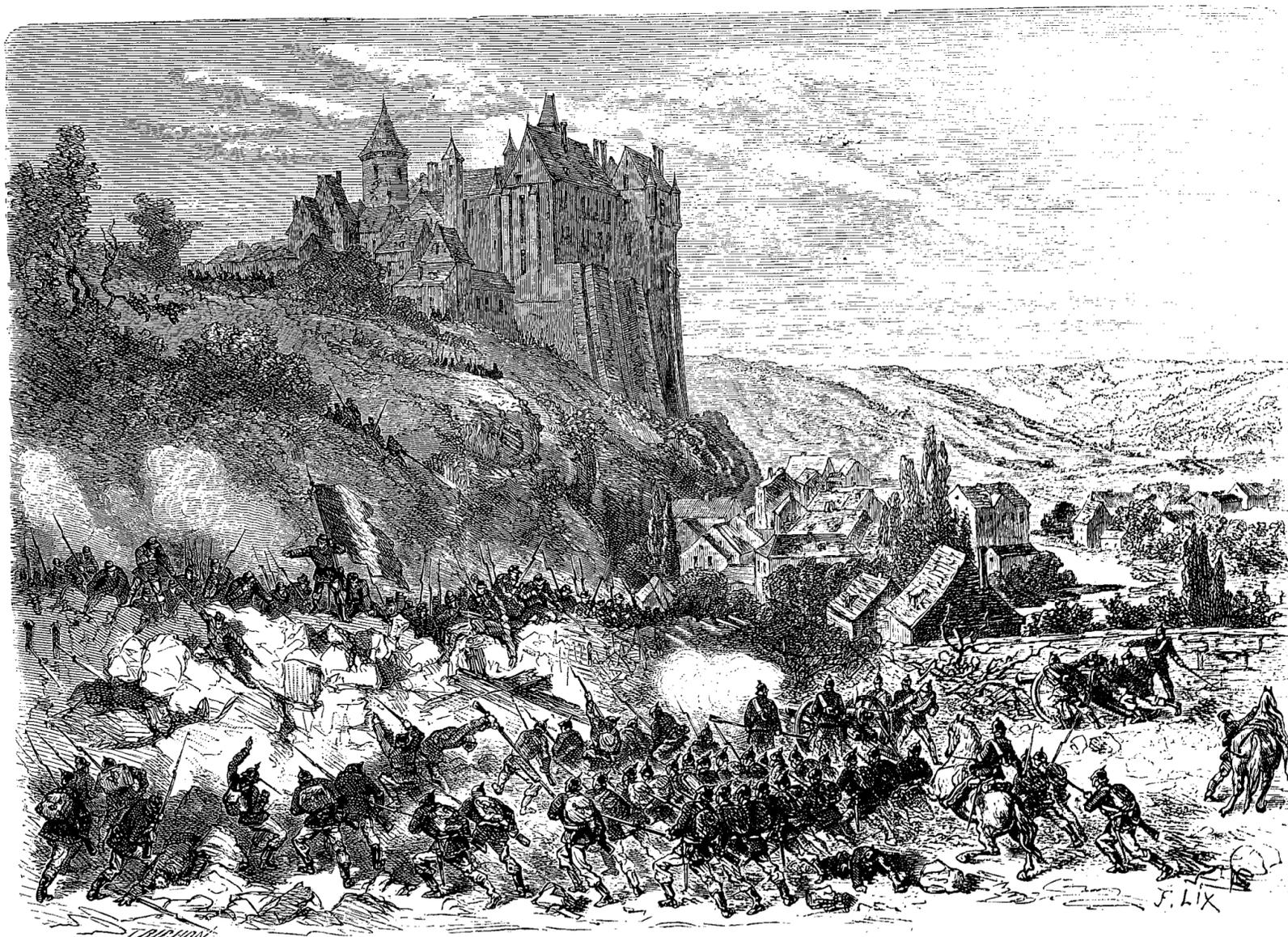
XXVIII. — ARRESTATION D'UN ESPION SUR LA PLACE DE LA BOURSE, A PARIS.



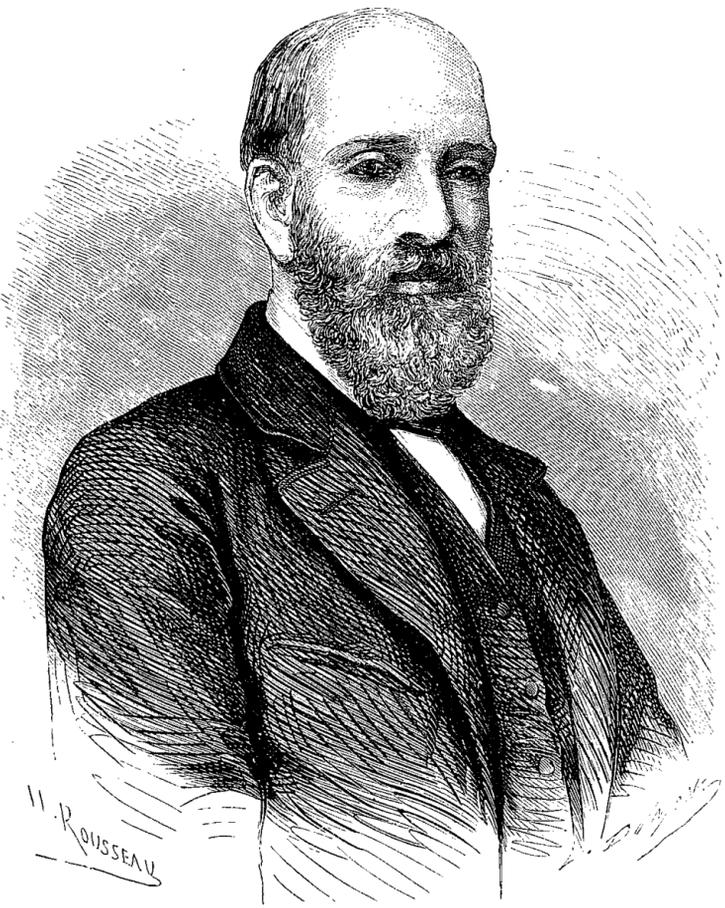
XXIX. — LES DÉMÉNAGEMENTS DANS LA BANLIEUE DE PARIS.



XXX. — LE GÉNÉRAL CHANZY, Commandant en chef de l'armée de la Loire.



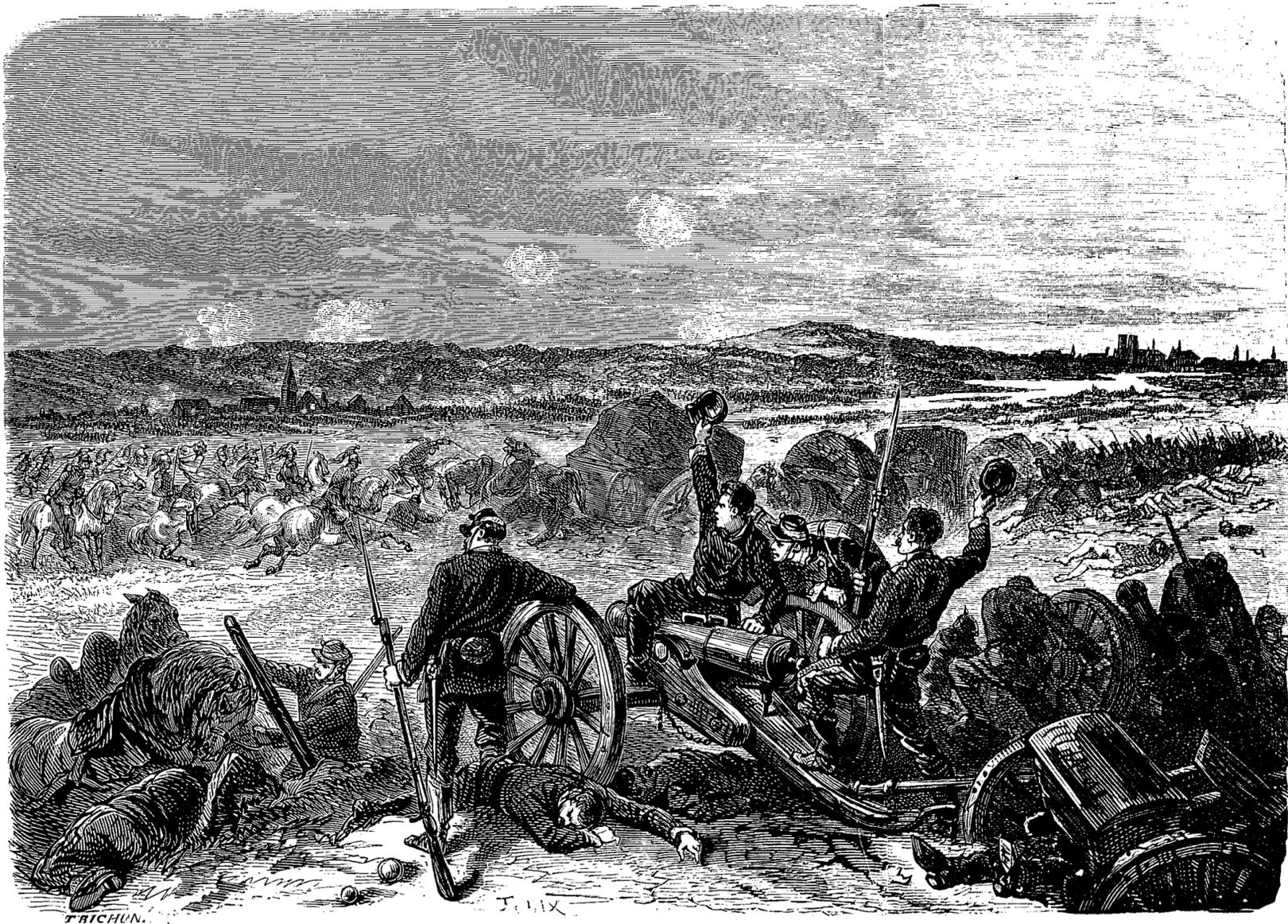
XXXI. — DÉFENSE HÉROÏQUE DES HABITANTS DE CHATEAUDUN CONTRE LES PRUSSIENS.



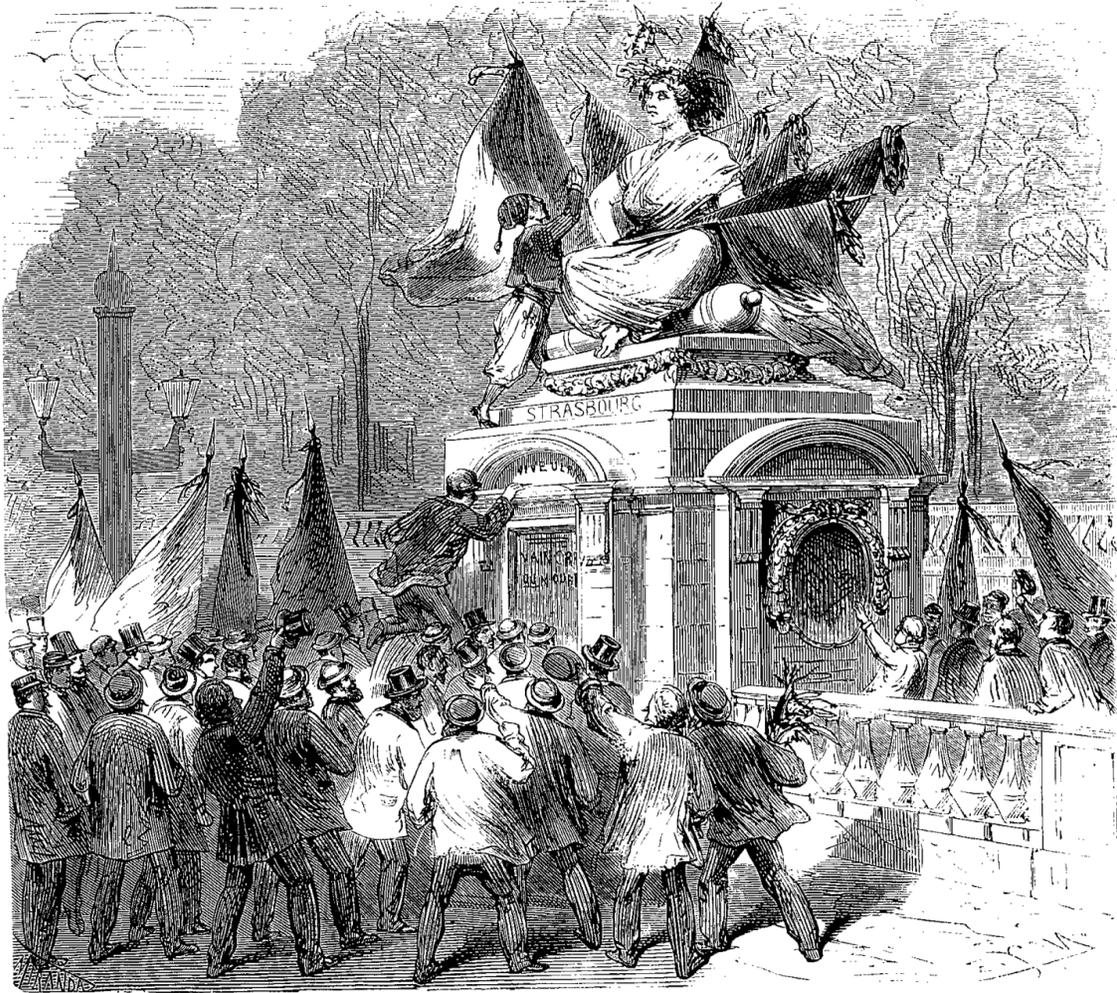
XXXII. — LE PRINCE DE JOINVILLE.



XXXIII. — LE DUC DE CHARTRES.



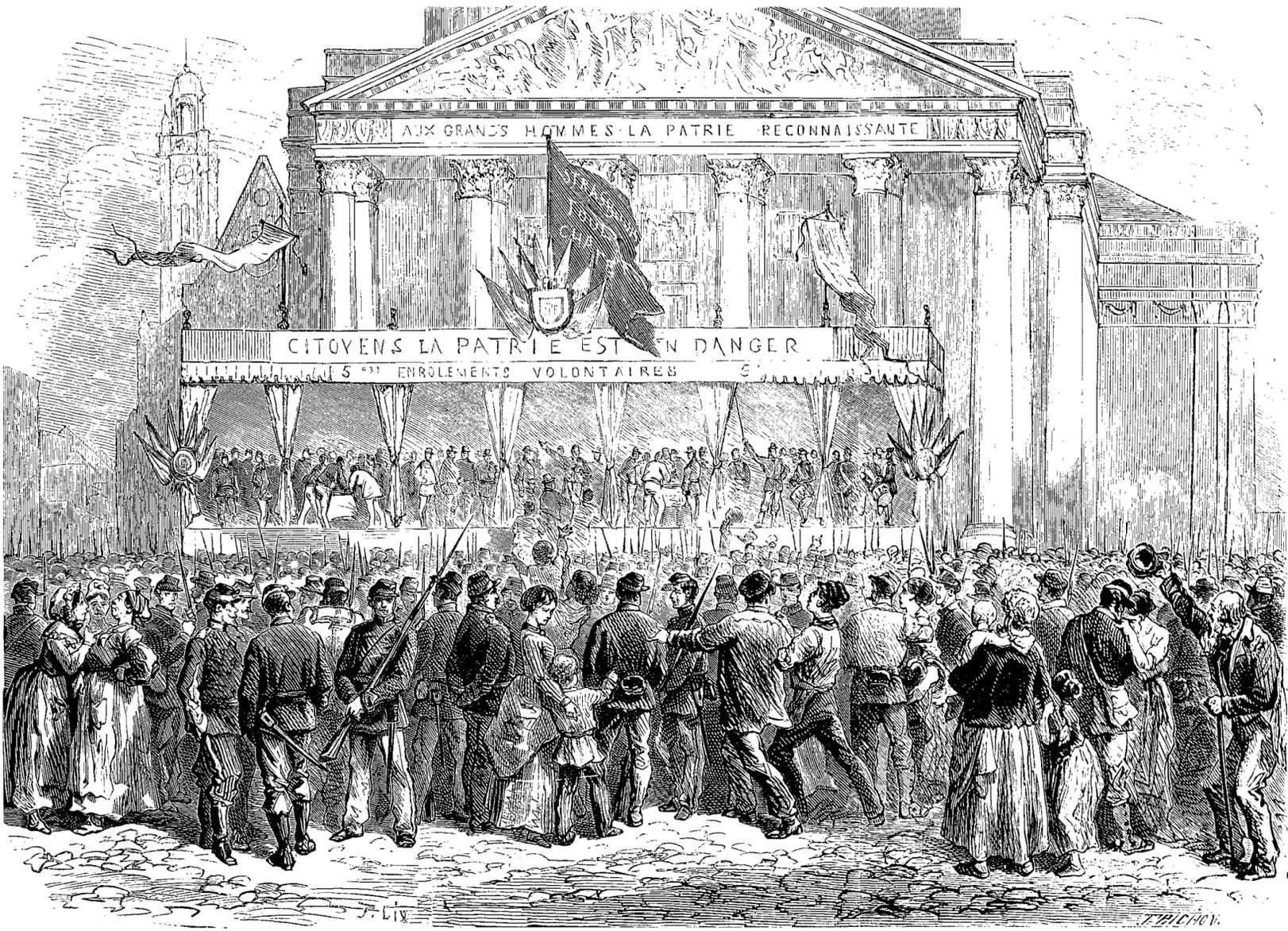
XXXIV. — BATAILLE DE COULMIERS, DEVANT ORLÉANS.



XXXV. — HOMMAGES A LA STATUE DE STRASBOURG, PLACE DE LA CONCORDE, A PARIS.



XXXVI. — SIEGE DE PARIS. — MORT DU COMMANDANT DE DAMPIERRE.



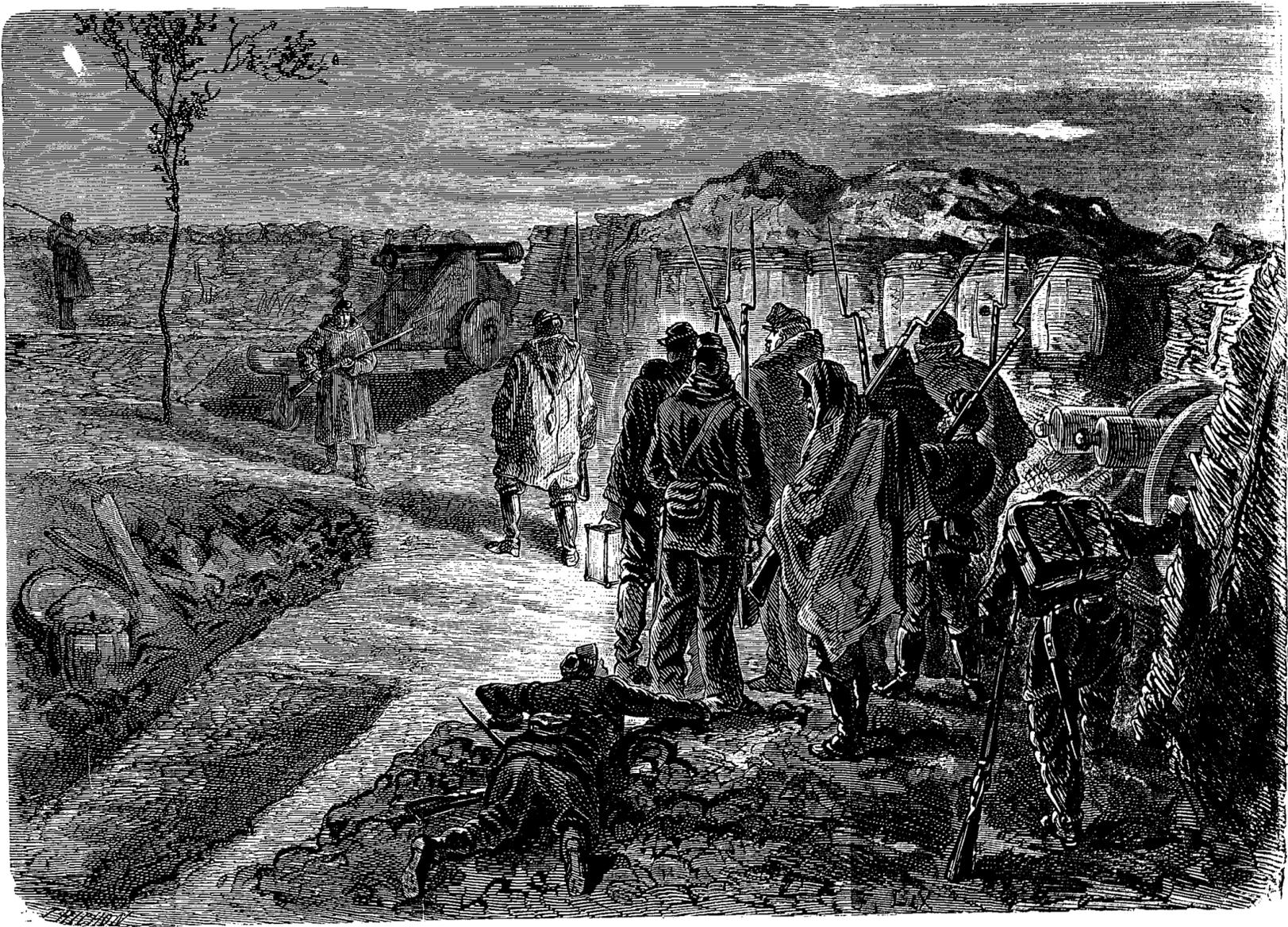
XXXVII. — SIÈGE DE PARIS. — ENROLEMENTS VOLONTAIRES SUR LA PLACE DU PANTHÉON.



XXXVIII. — SIÈGE DE PARIS. — FRÈRES DE LA DOCTRINE CHRÉTIENNE RELEVANT LES BLESSÉS SUR LE CHAMP DE BATAILLE.



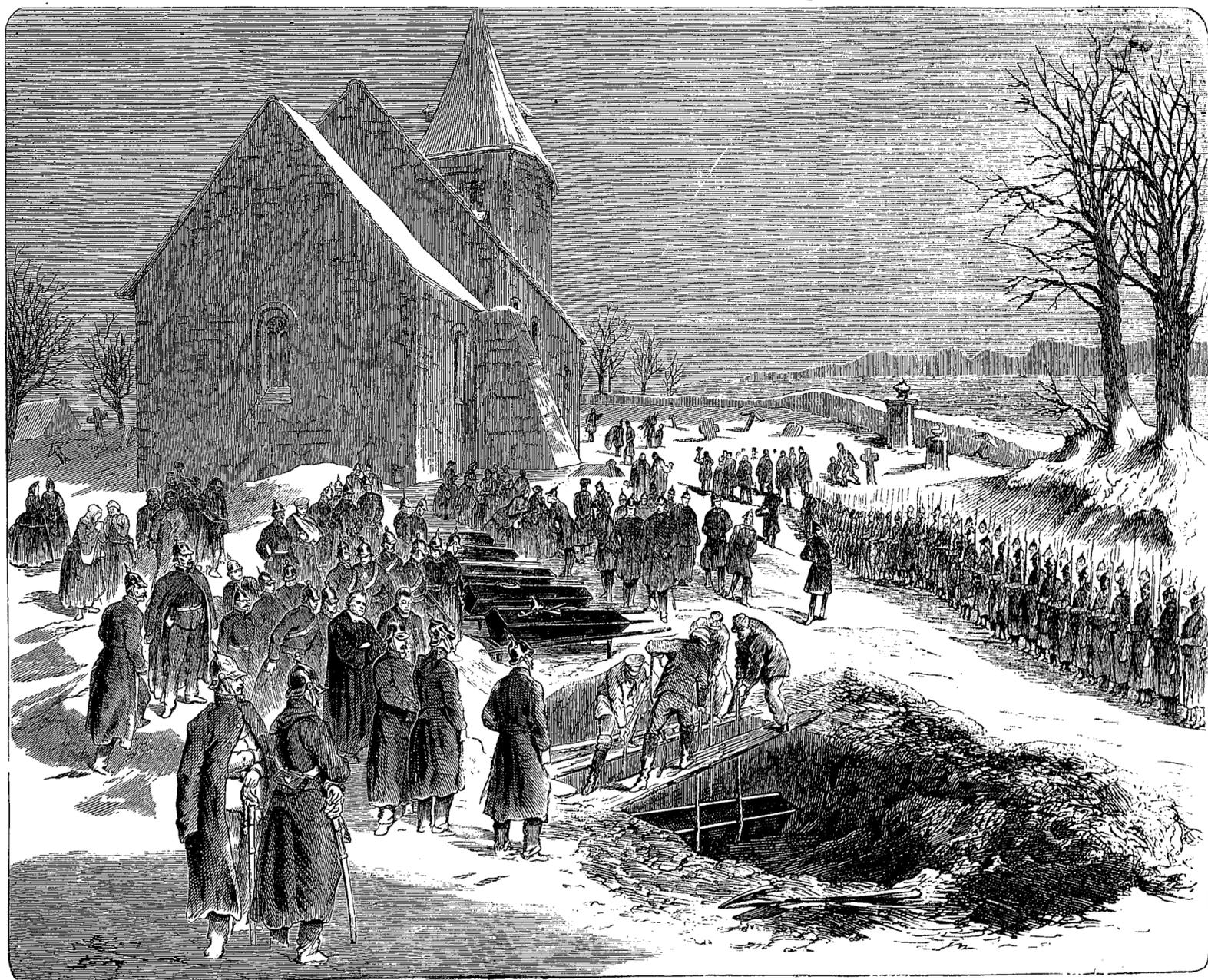
XXXIX. — SIÈGE DE PARIS. — DÉPART D'UN RÉGIMENT DE MARCHÉ DE LA GARDE NATIONALE POUR LES AVANT-POSTES.



XL. — SIÈGE DE PARIS. — LA GARDE NATIONALE AUX REMPARTS.



XLI. — LE BARON DE MOLTKE, Major général de l'armée prussienne.



XLII. — L'INVASION. — ENTERREMENT D'OFFICIERS PRUSSIENS DANS UN CIMETIÈRE DE VILLAGE.



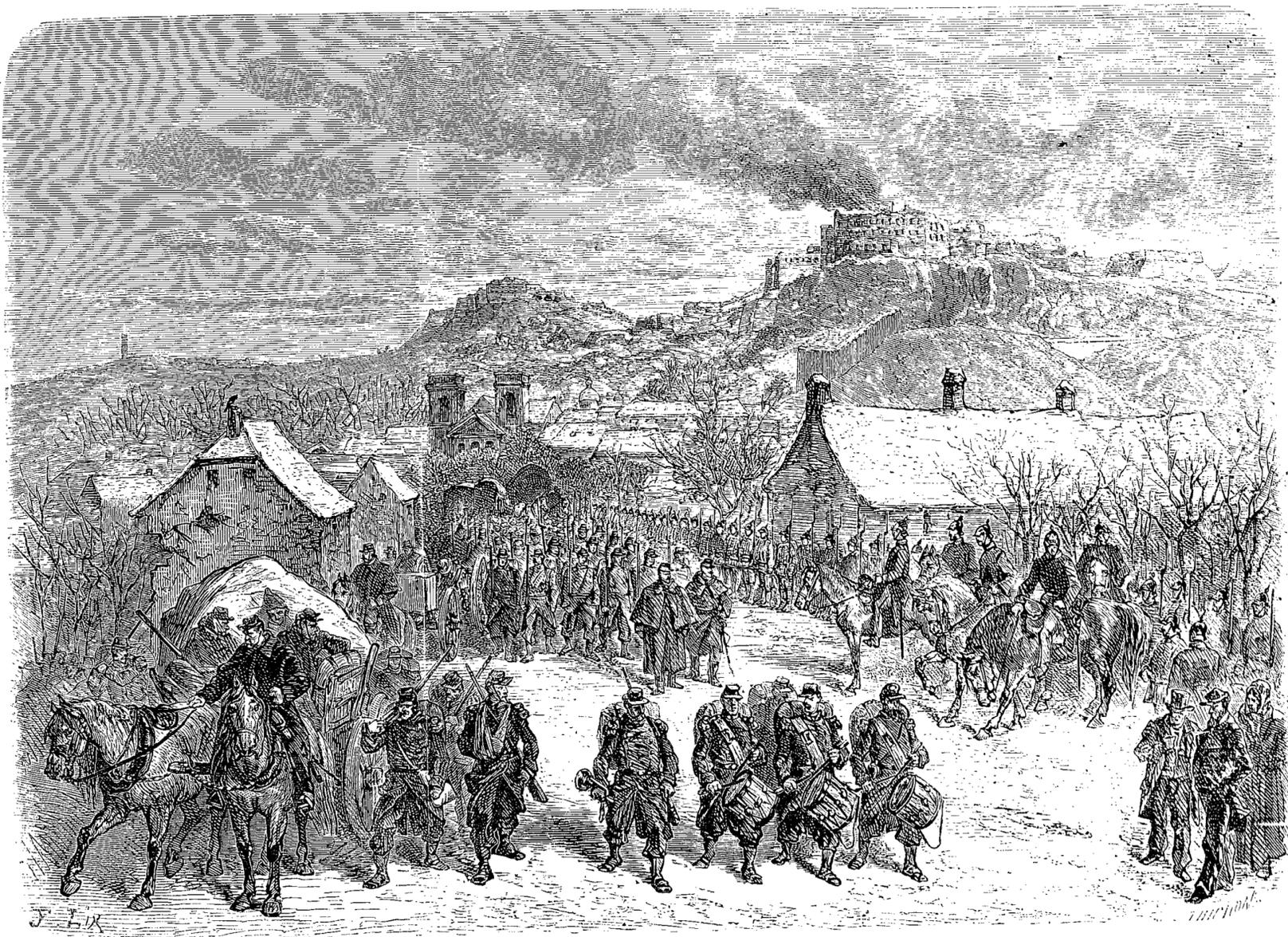
XLIII. — L'INVASION. — ÉTAT-MAJOR PRUSSIEN OPÉRANT UNE RECONNAISSANCE.



XLIV. — M. DE BISMARCK.



XLV. — SIÈGE DE PARIS. — UN ÉPISODE DU BOMBARDEMENT (Scène prise rue Mouffetard.)



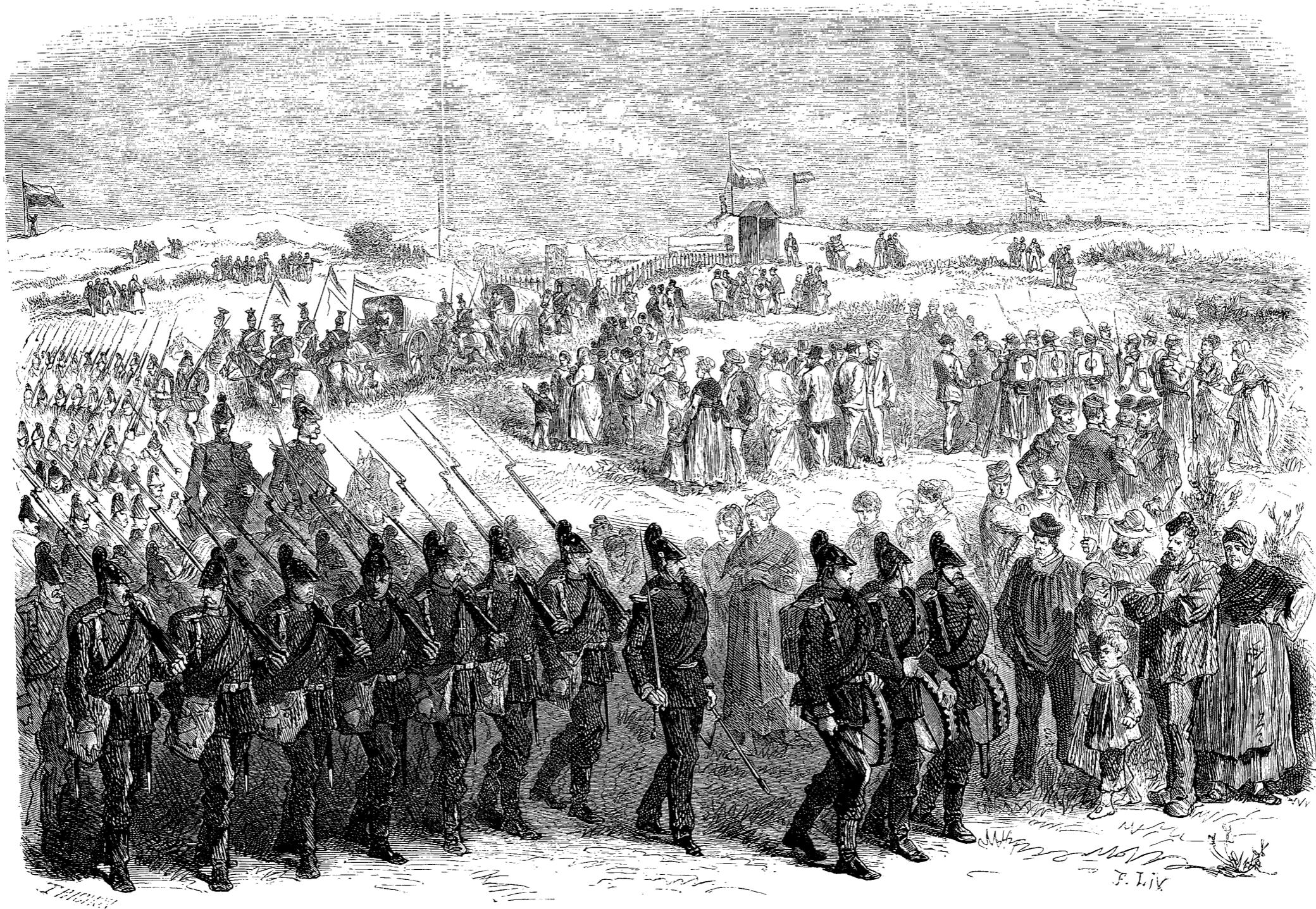
XLVI. — LA GARNISON DE BELFORT QUITTANT LA PLACE AVEC LES HONNEURS DE LA GUERRE.



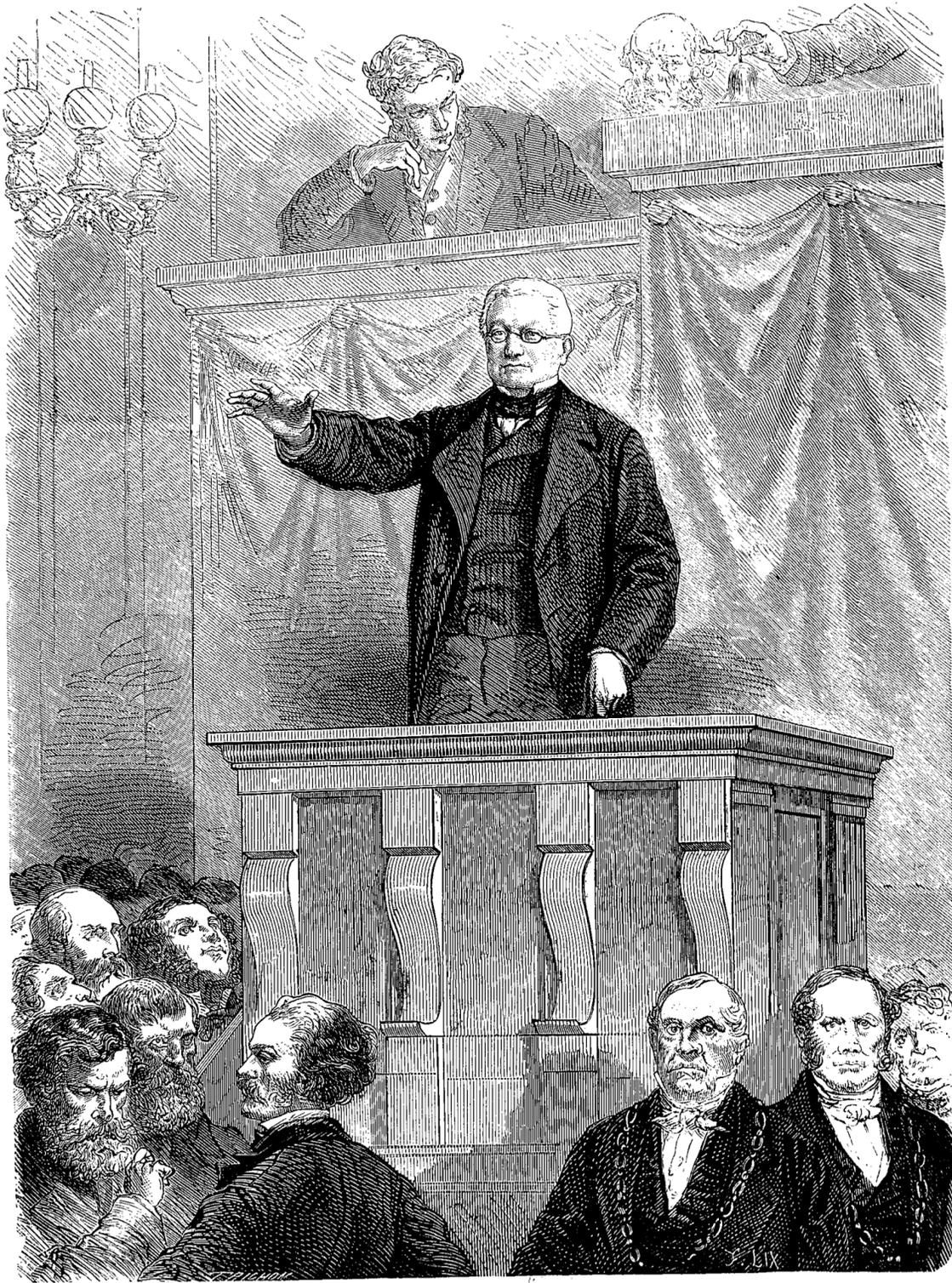
XLVII. — PÉLERINAGE PATRIOTIQUE AU CIMETIÈRE DE WISSEMBOURG.



XLVIII. — RENTRÉE DES TROUPES FRANÇAISES A ROUEN.



XLIX. — REMISE DU FORT DE NOGENT AUX TROUPES FRANÇAISES.



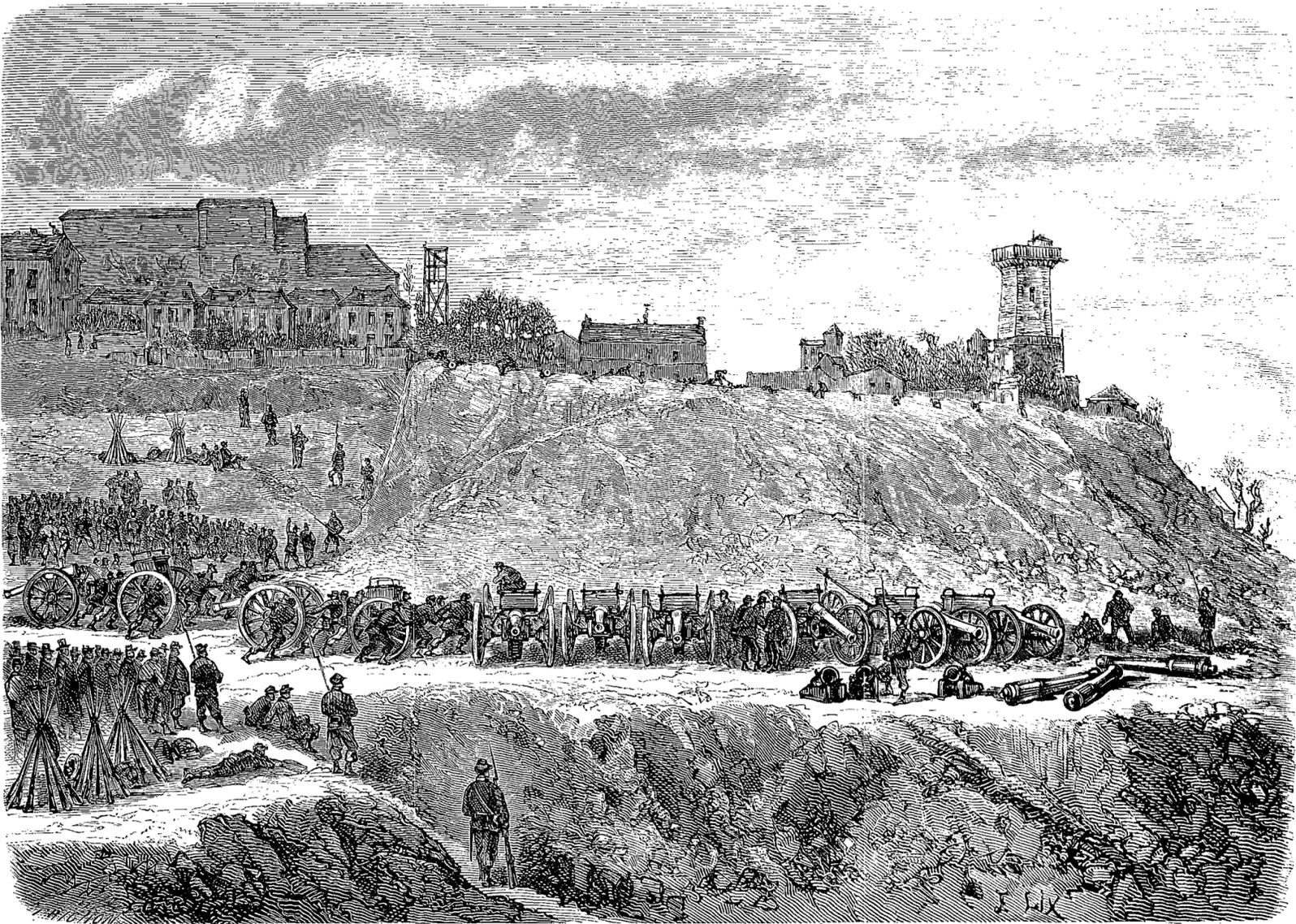
L. — M. THIERS, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LA COMMUNE

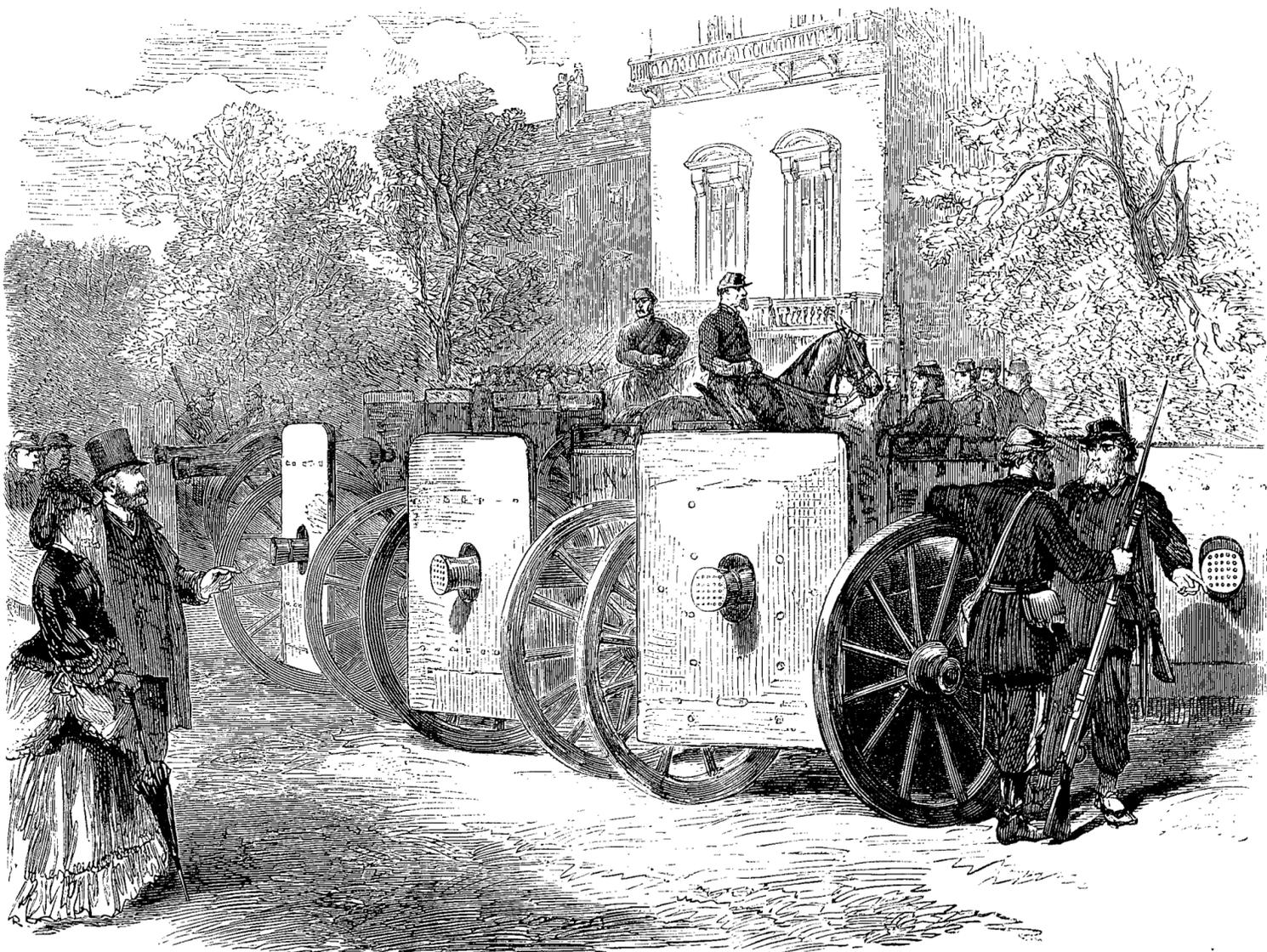
18 MARS — 28 MAI 1871



LI. — LA JUSTICE OUTRAGÉE, d'après un tableau de M. Adrien Marie.



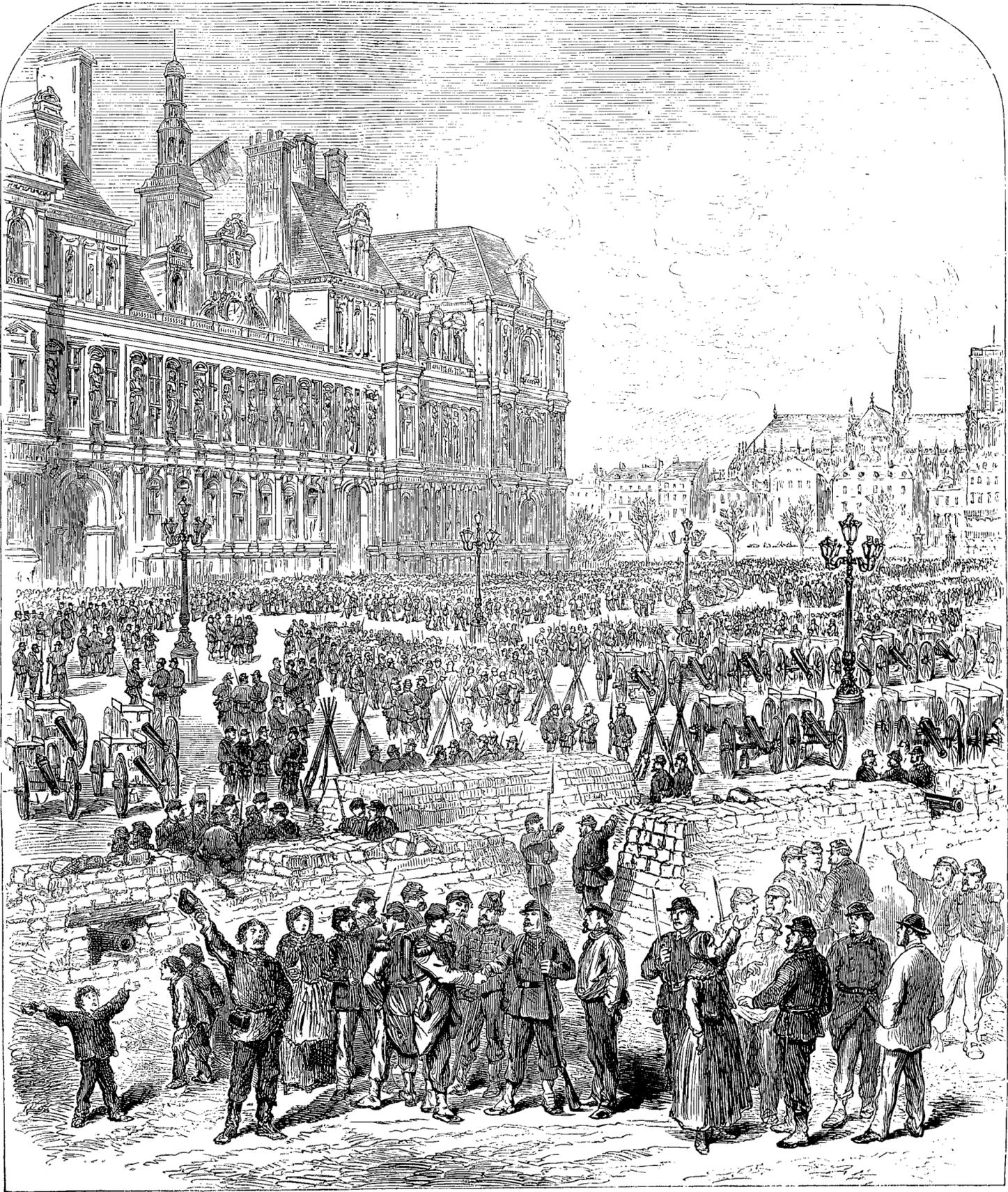
LII. — LES CANONS DE LA GARDE NATIONALE SUR LA BUTTE MONTMARTRE.



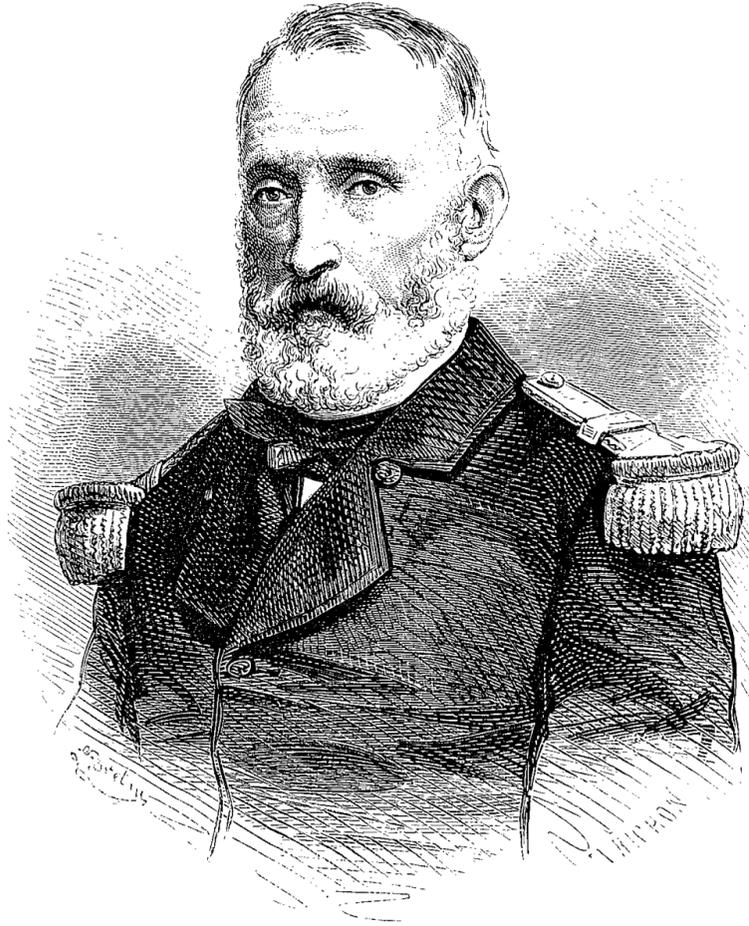
LIII. — MITRAILLEUSES BLINDÉES EMPLOYÉES PAR DES FÉDÉRÉS.



LIV. — TYPES D'INSURGÉS.



LV. — LES BARRICADES ET LE PARC D'ARTILLERIE DE L'HOTEL DE VILLE.



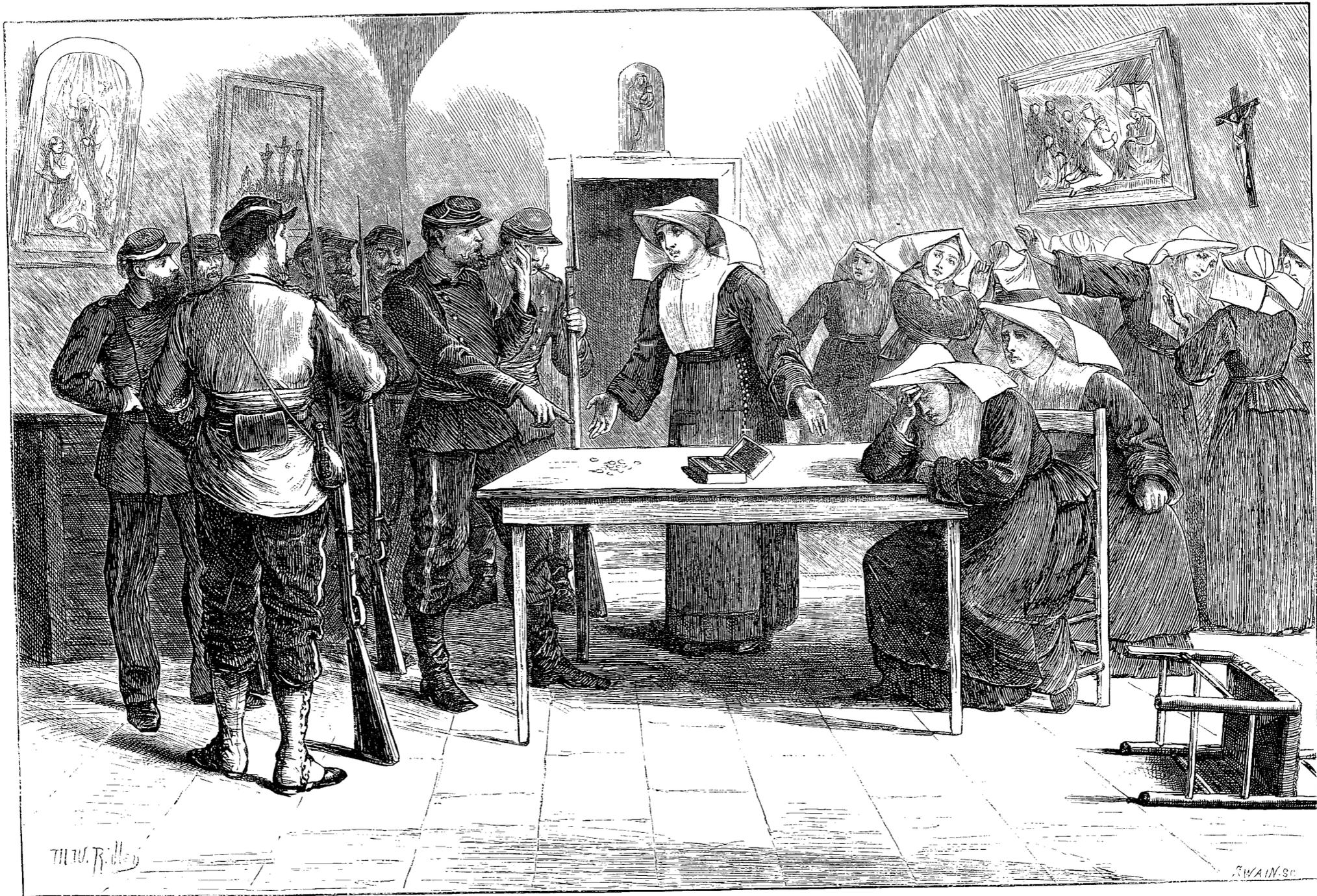
LVI. — LE GÉNÉRAL CLÉMENT THOMAS.



LVII. — ARRESTATION D'UN RÉFRACTAIRE.



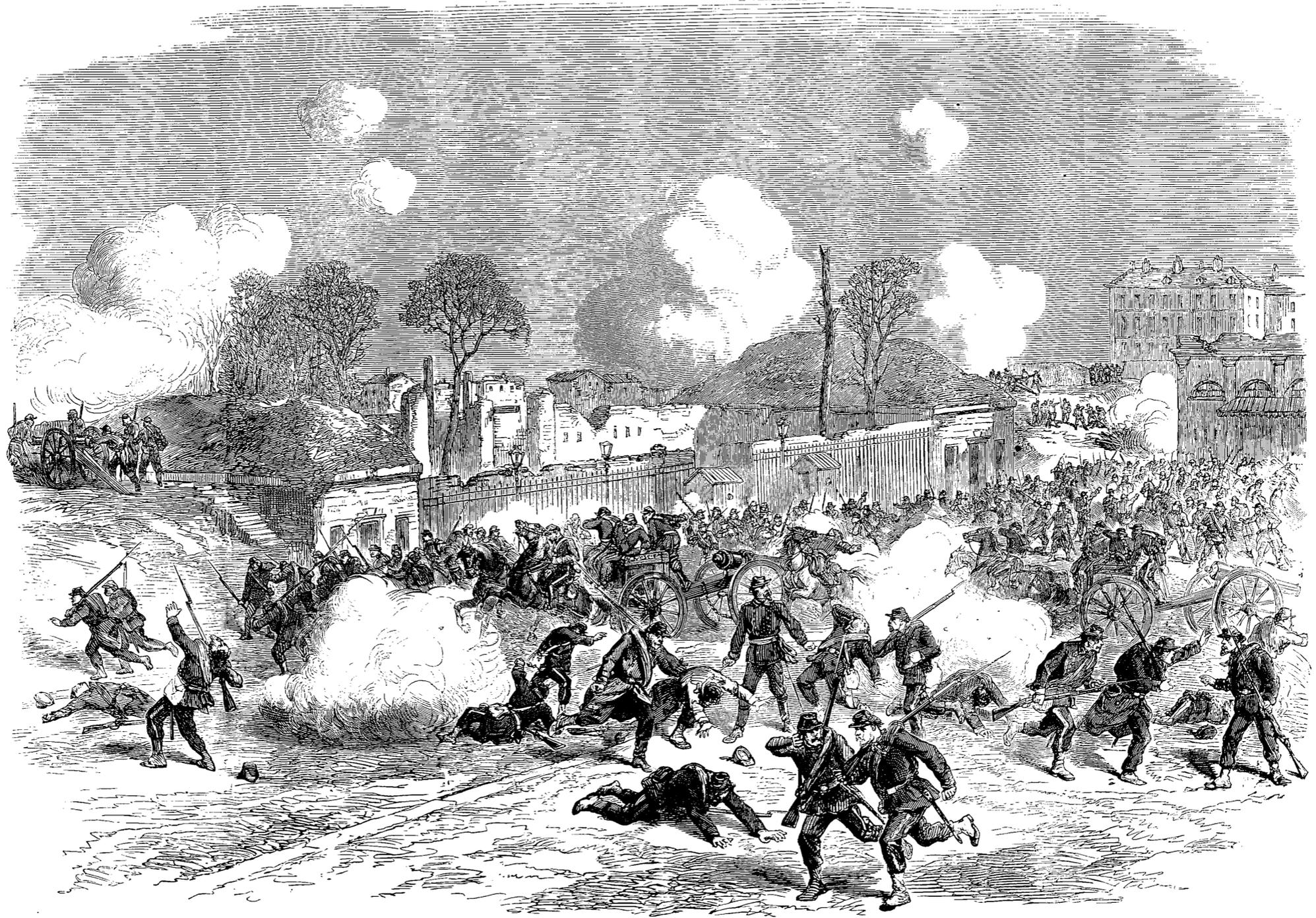
LVIII. — PROCLAMATION DE LA COMMUNE A L'HOTEL DE VILLE.



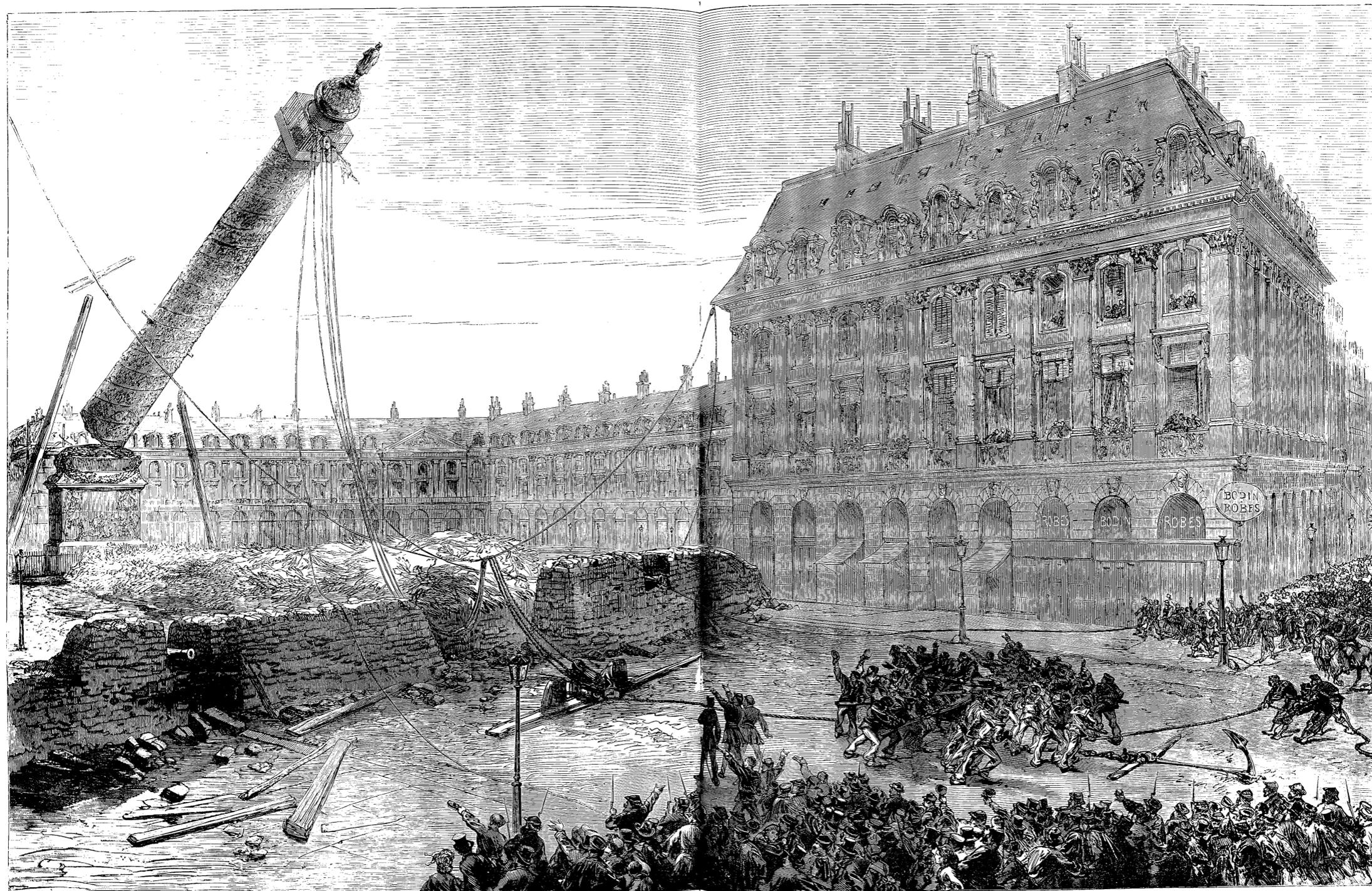
LIX. — PERQUISITION DES FÉDÉRÉS CHEZ LES PETITES SŒURS DES PAUVRES.



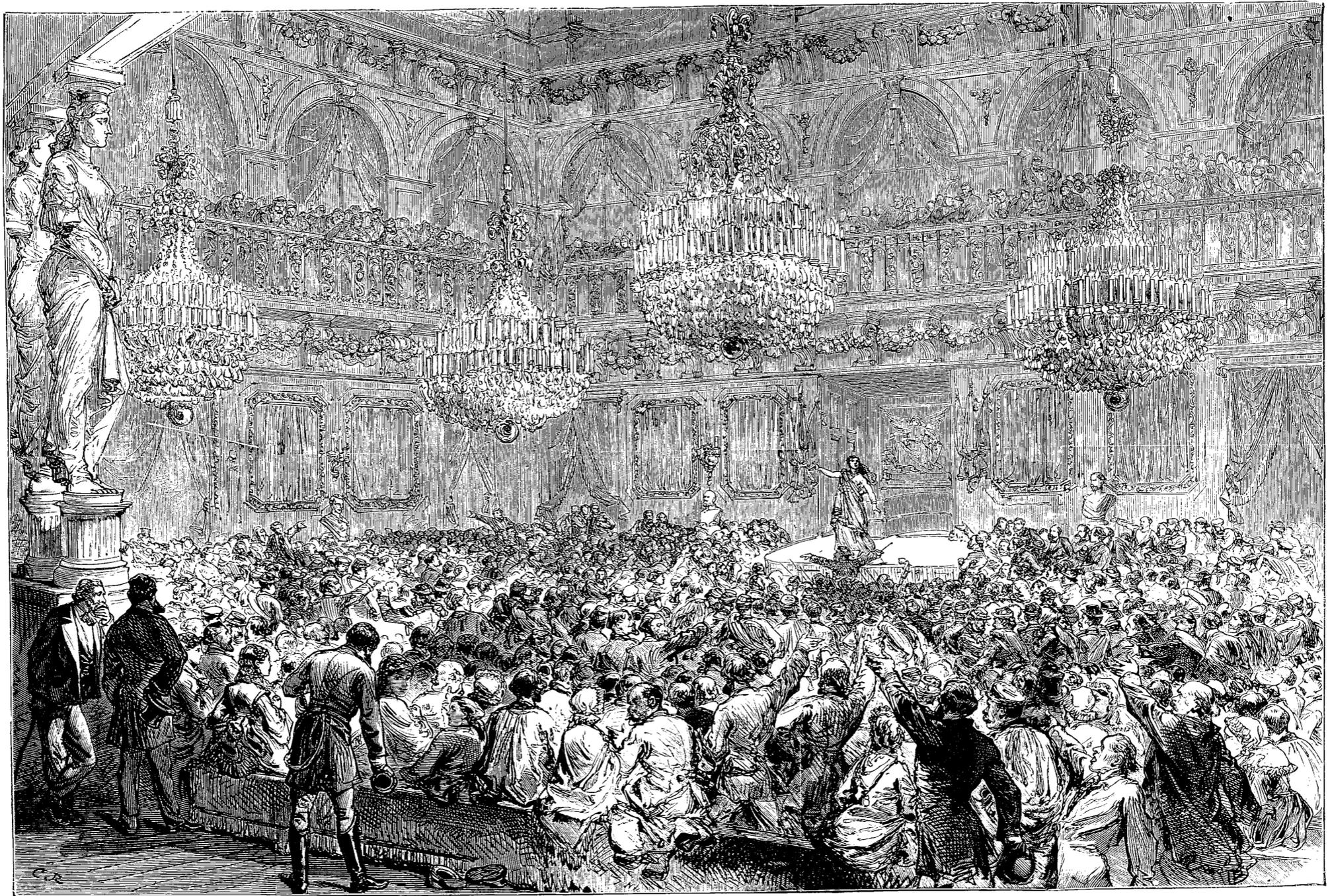
LX. — ARRESTATION DE M^{gr} DARBOY, ARCHEVÊQUE DE PARIS.



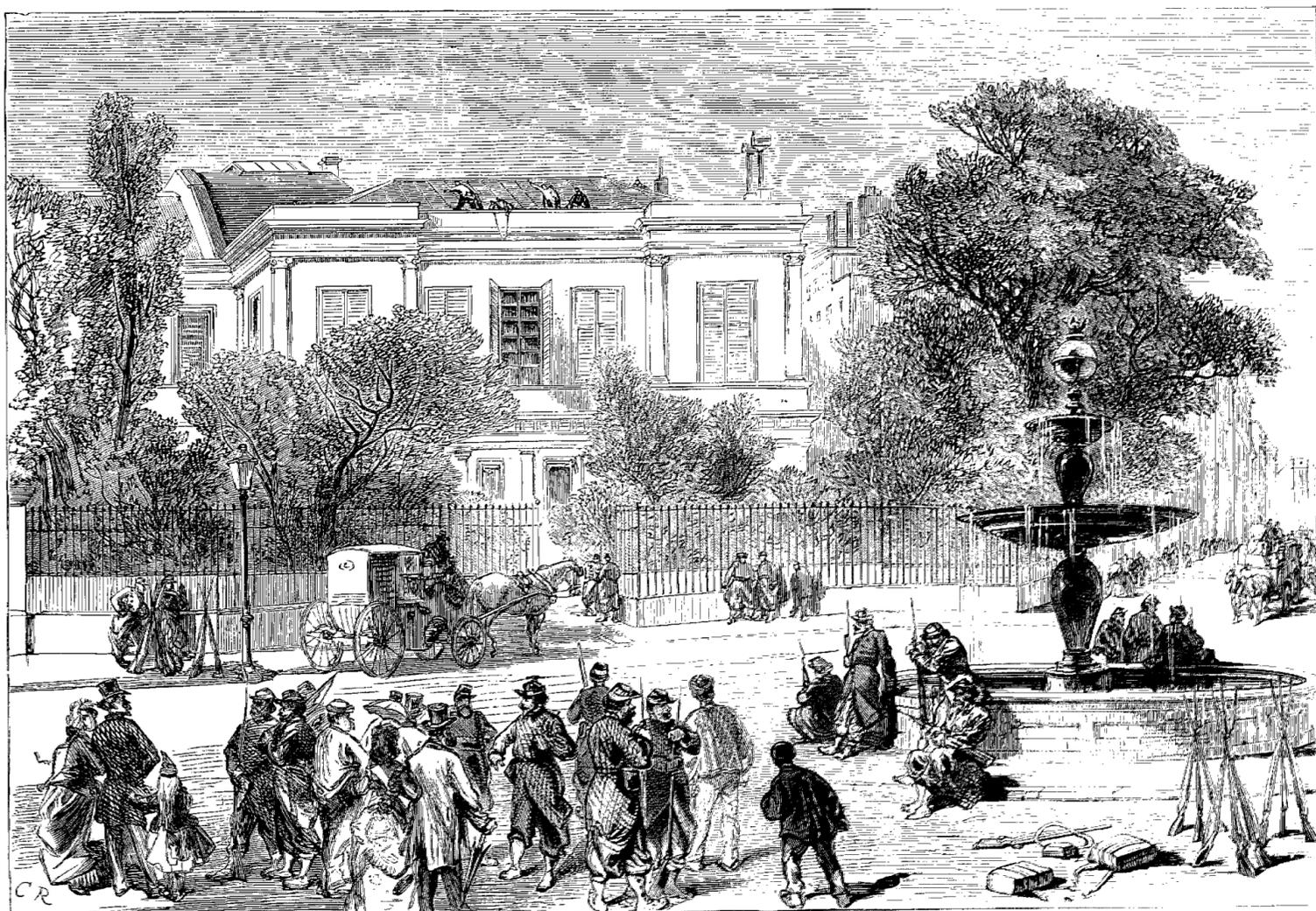
LXI. — DÉFENSE DE LA PORTE MAILLOT PAR LES INSURGÉS.



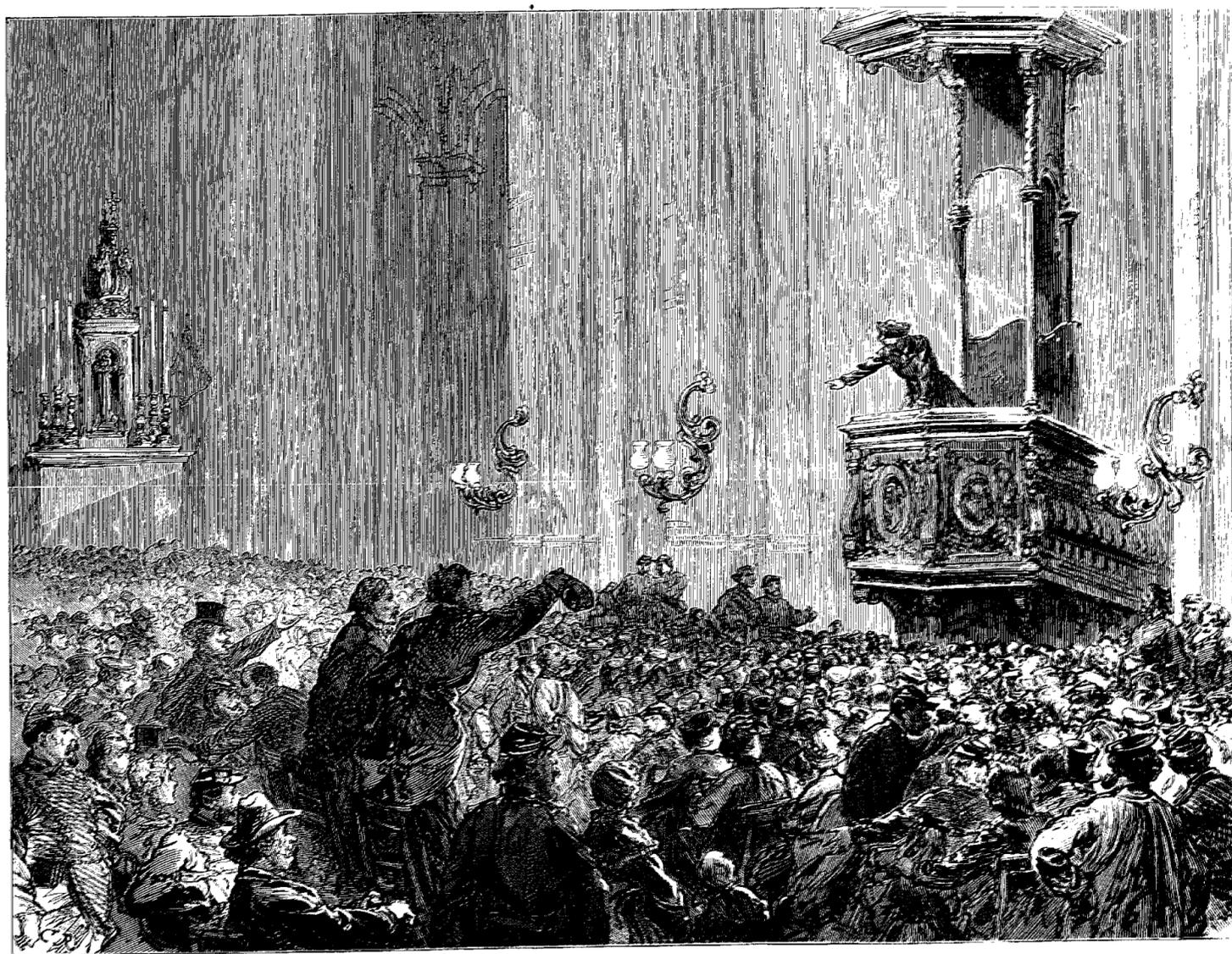
LXII. — RENVERSEMENT DE LA COLONNE VENDOME.



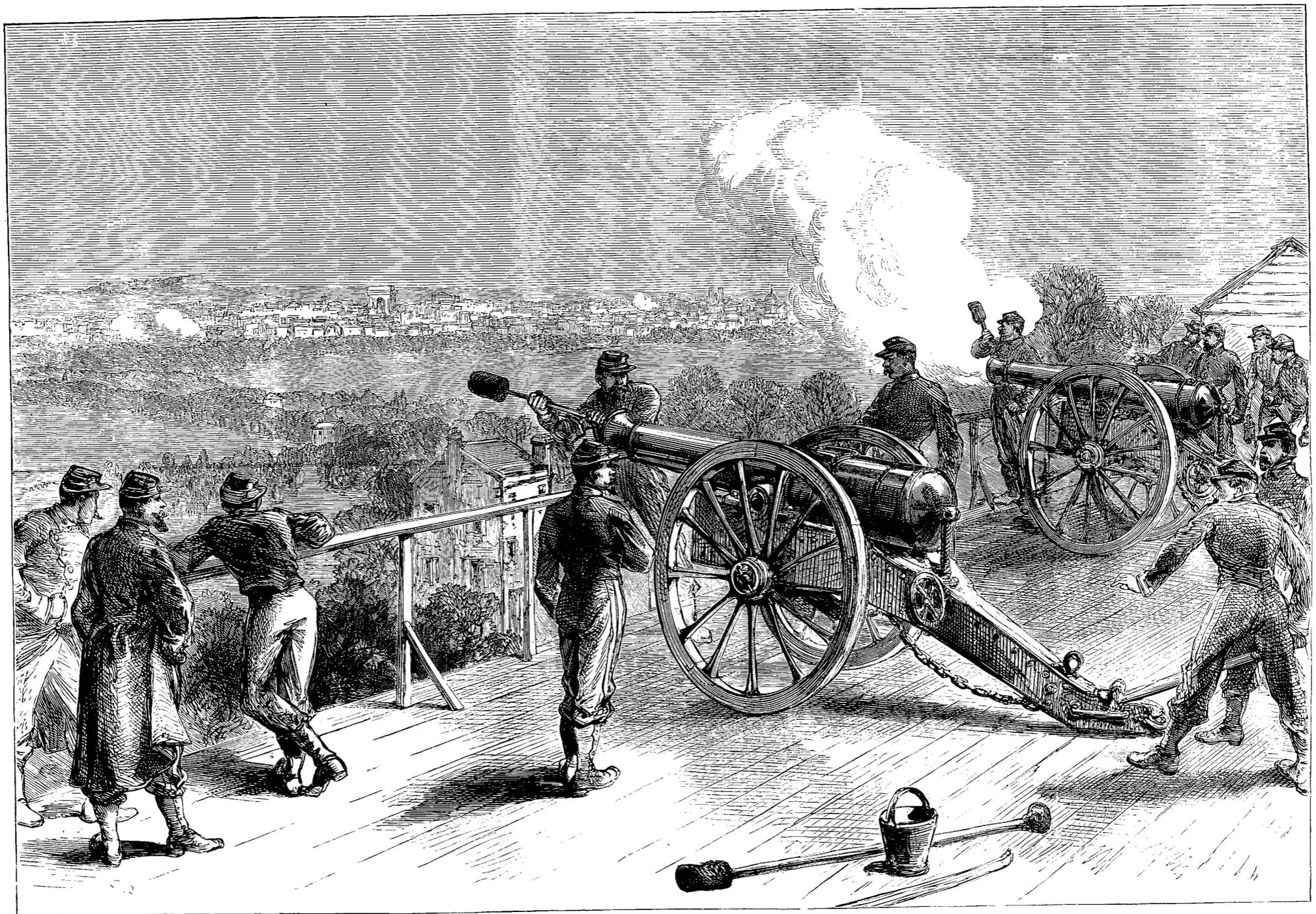
LXIII. — CONCERT AU PALAIS DES TUILERIES.



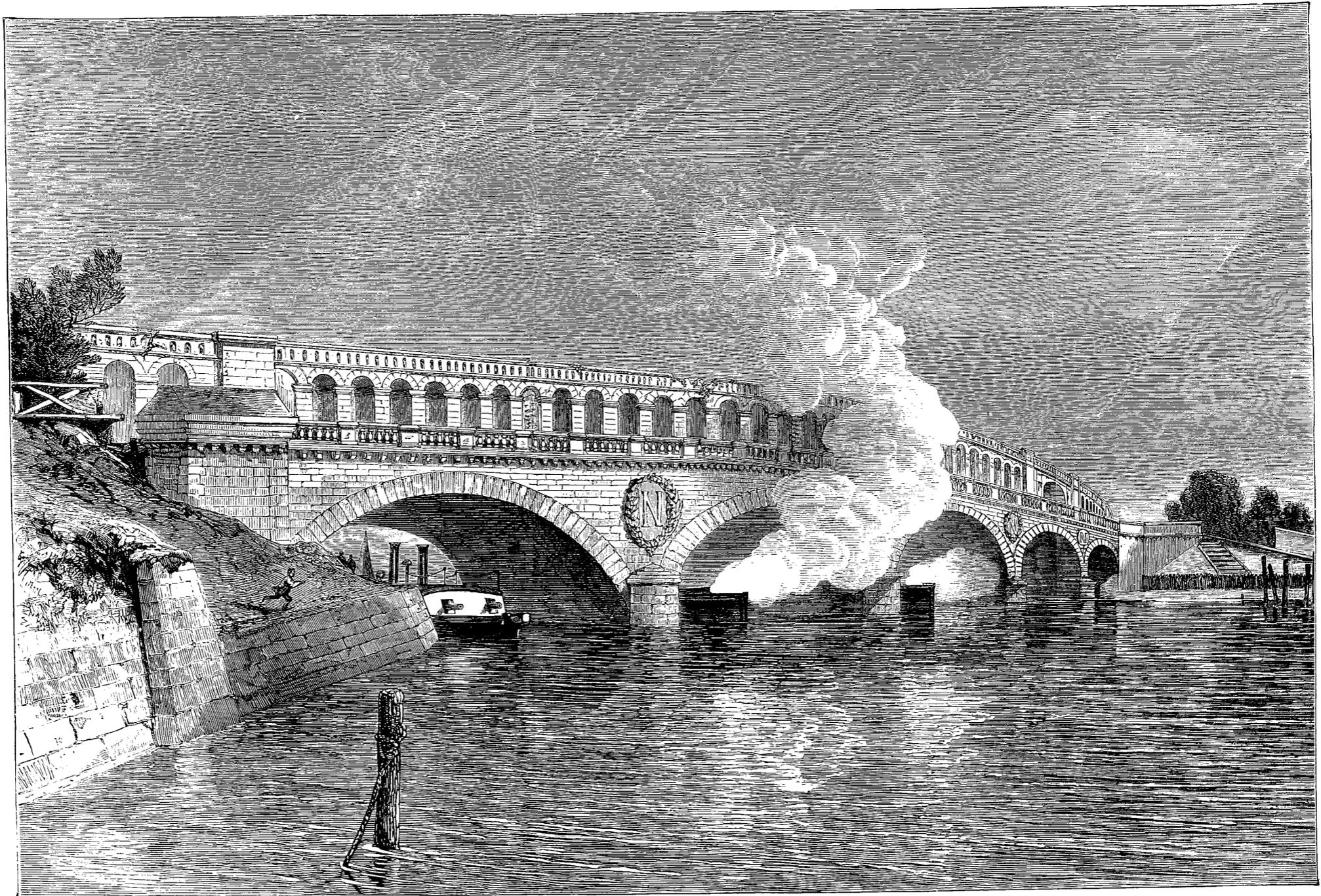
LXIV. — LA MAISON DE M. THIERS, PLACE SAINT-GEORGES (vue prise au moment de la démolition).



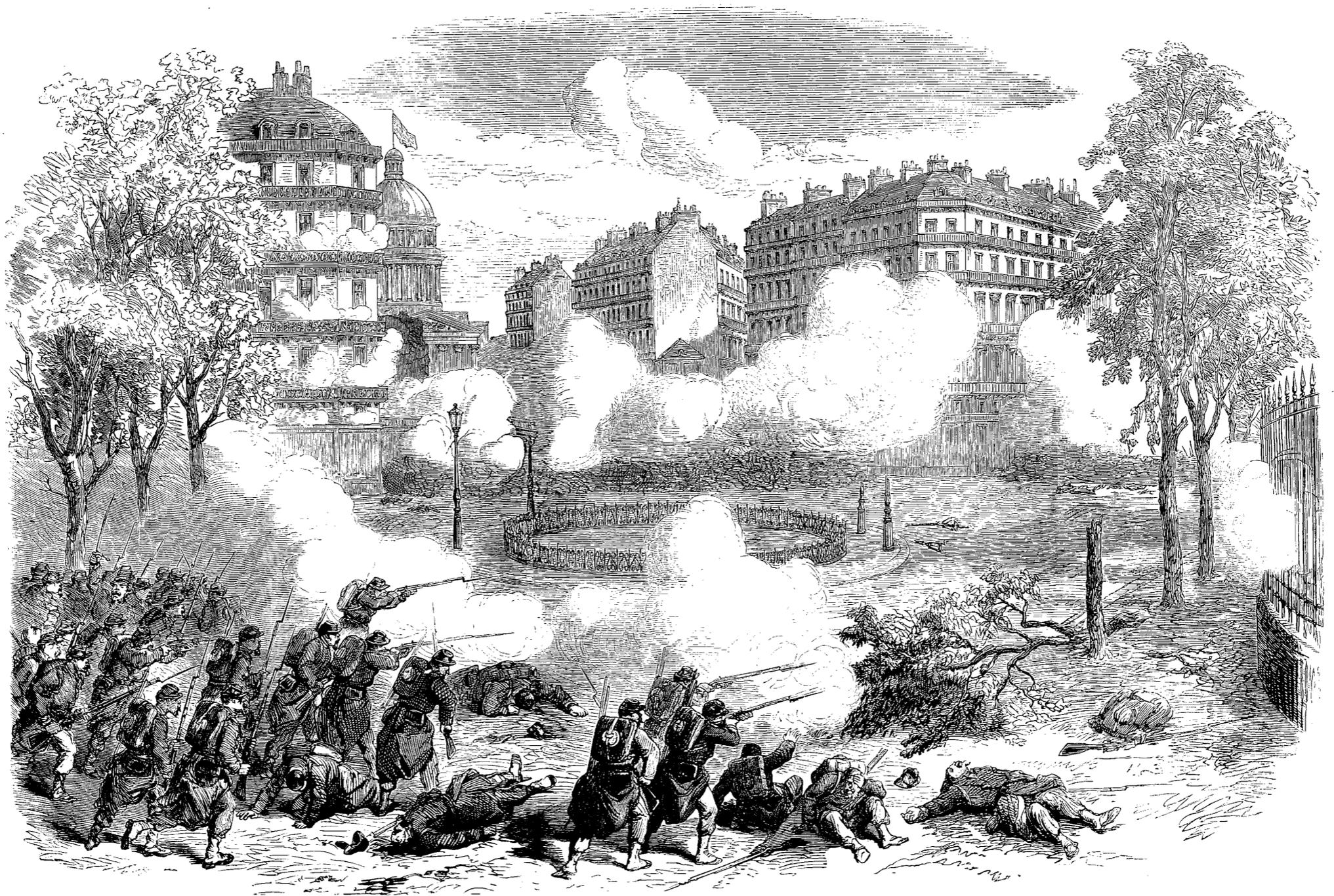
LXV. — CLUB DANS L'ÉGLISE SAINT-EUSTACHE.



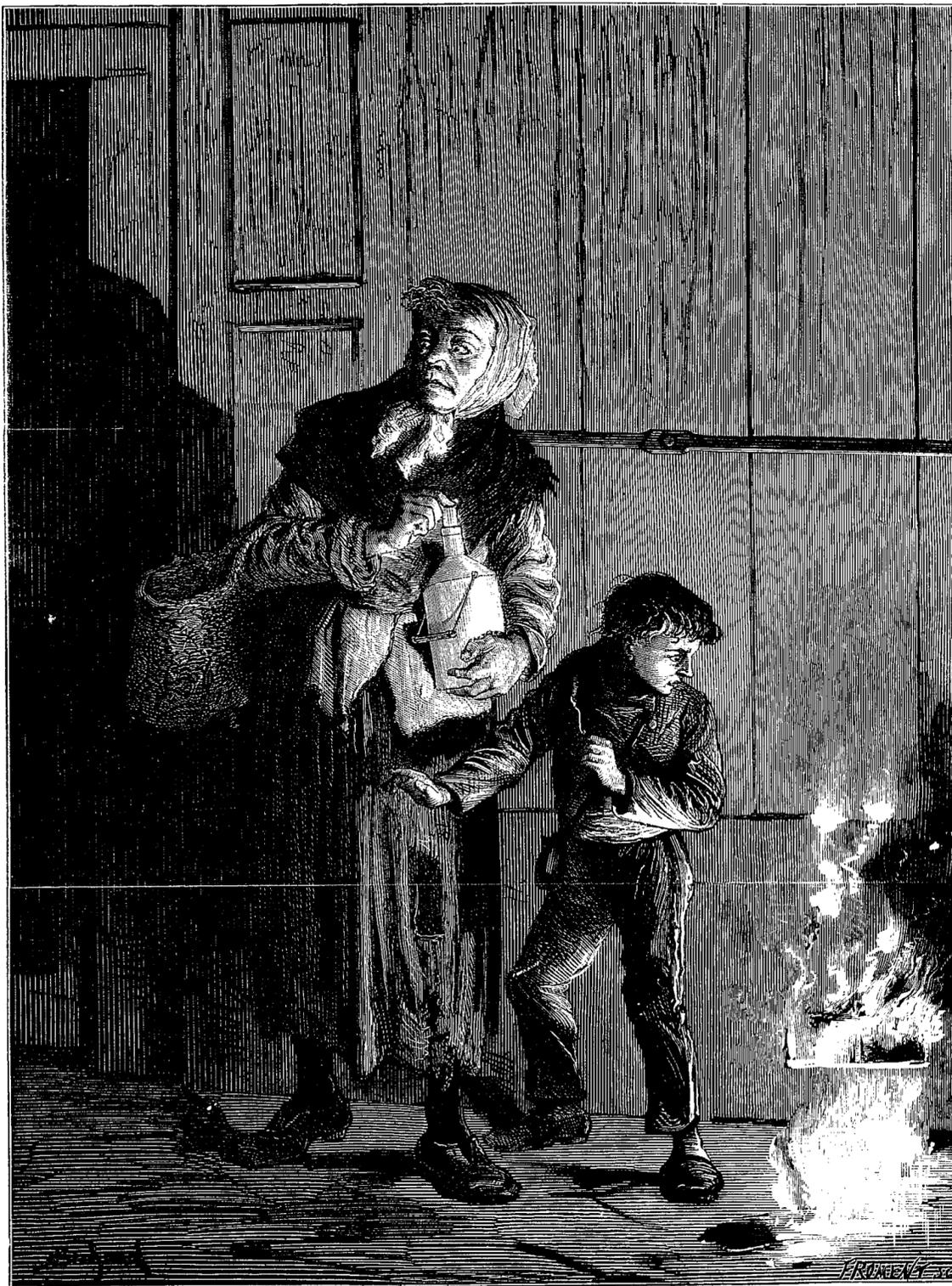
LXVI. — L'ARTILLERIE DU MONT VALÉRIEN BATTANT LES POSITIONS DES INSURGÉS AU POINT-DU-JOUR ET A AUTEUIL.



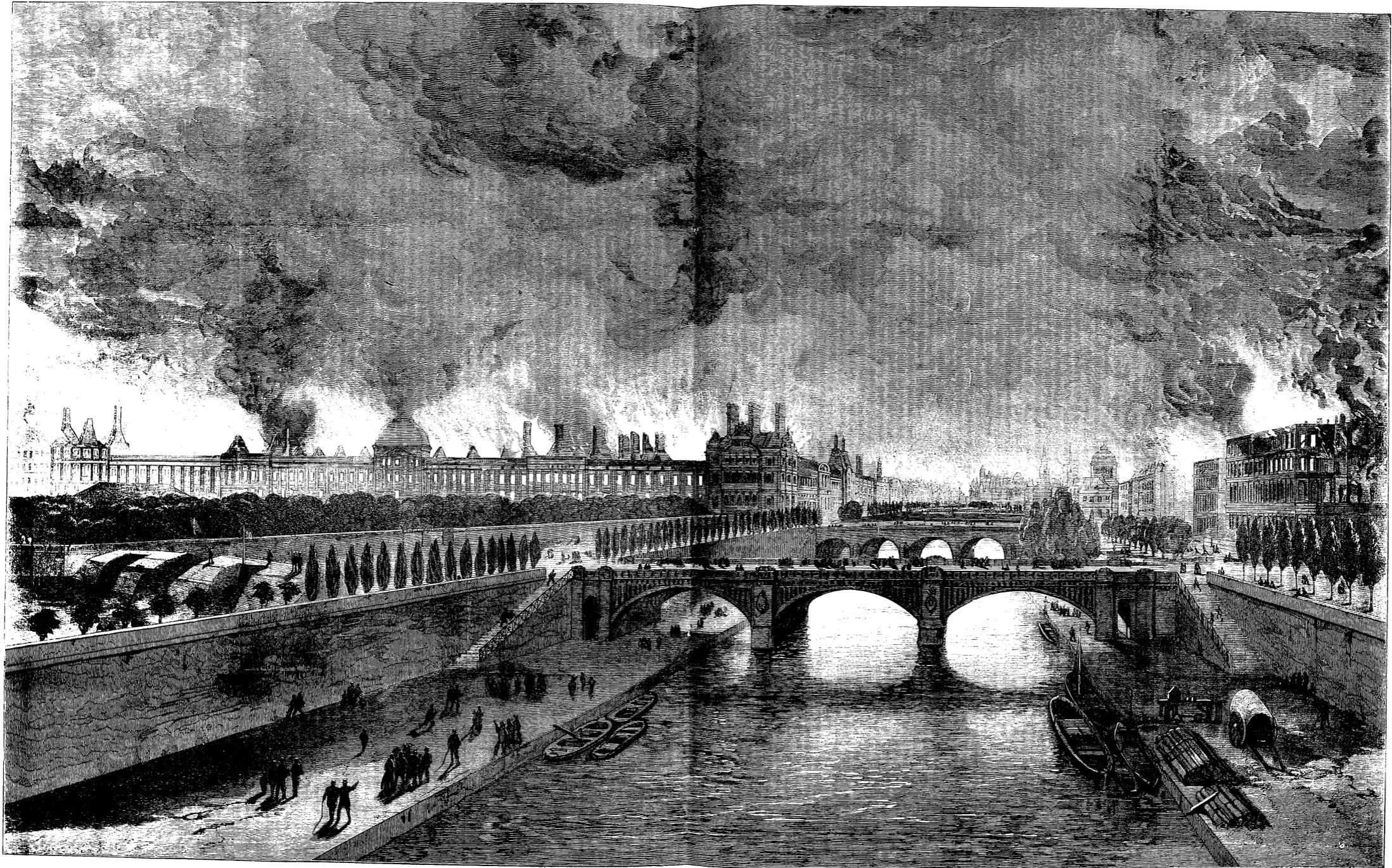
LXVII. — LES CANONNIERES DES FÉDÉRÉS EMBOSSÉES SOUS LE VIADUC DU POINT-DU-JOUR.



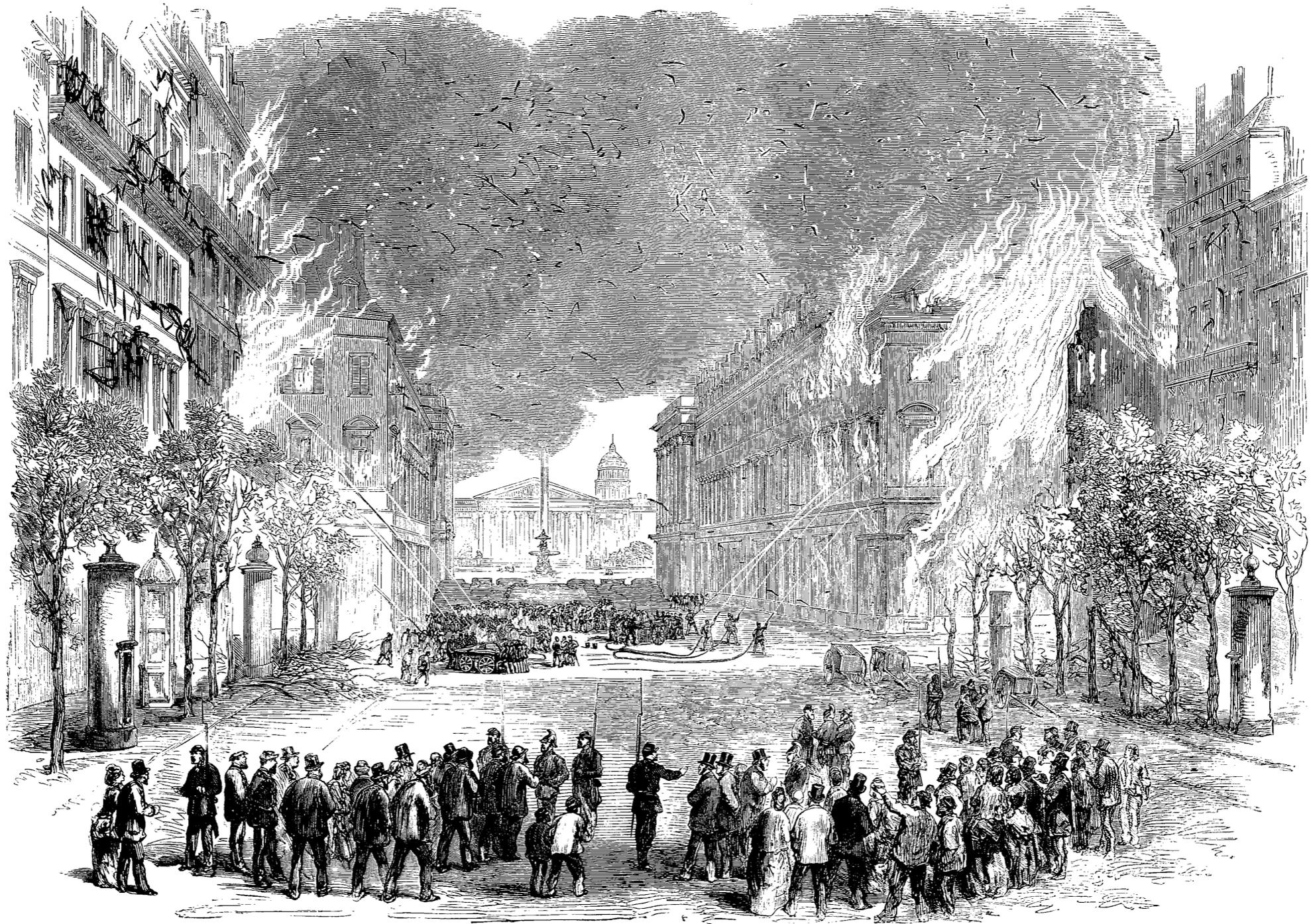
LXVIII. — ATTAQUE DES BARRICADES DU PANTHÉON.



LXIX. — UNE PÉTROLEUSE (d'après une lithographie de M. Adrien Marie, éditée par M. Geupil).



LXX. — LES INCENDIES DE PARIS, vue prise du pont de la Concorde.



LXXI. — INCENDIE DE LA RUE ROYALE.



LA COMMUNE.

LXXII. — INSURGÉS DE BELLEVILLE GARDÉS DANS LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT.



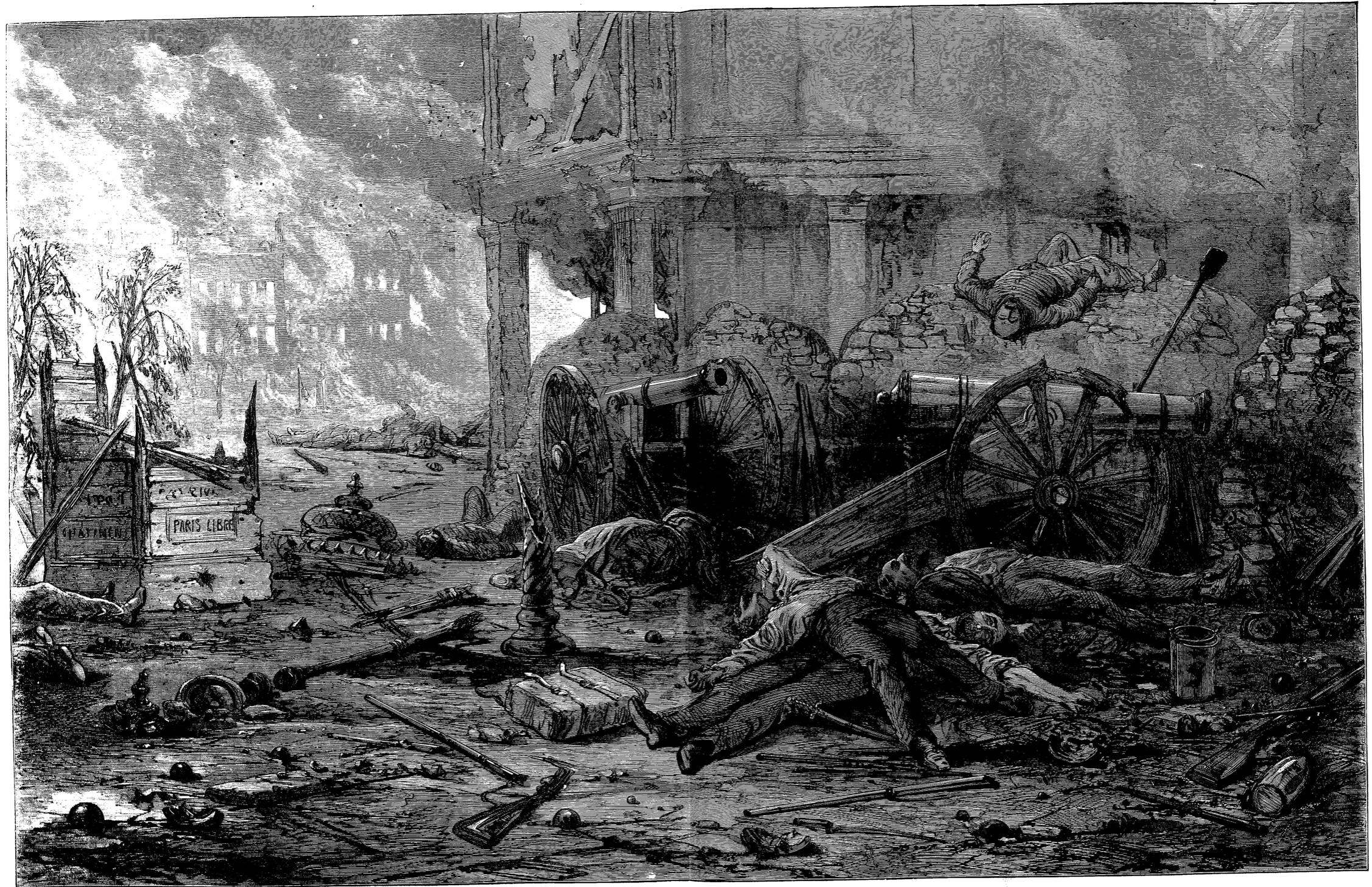


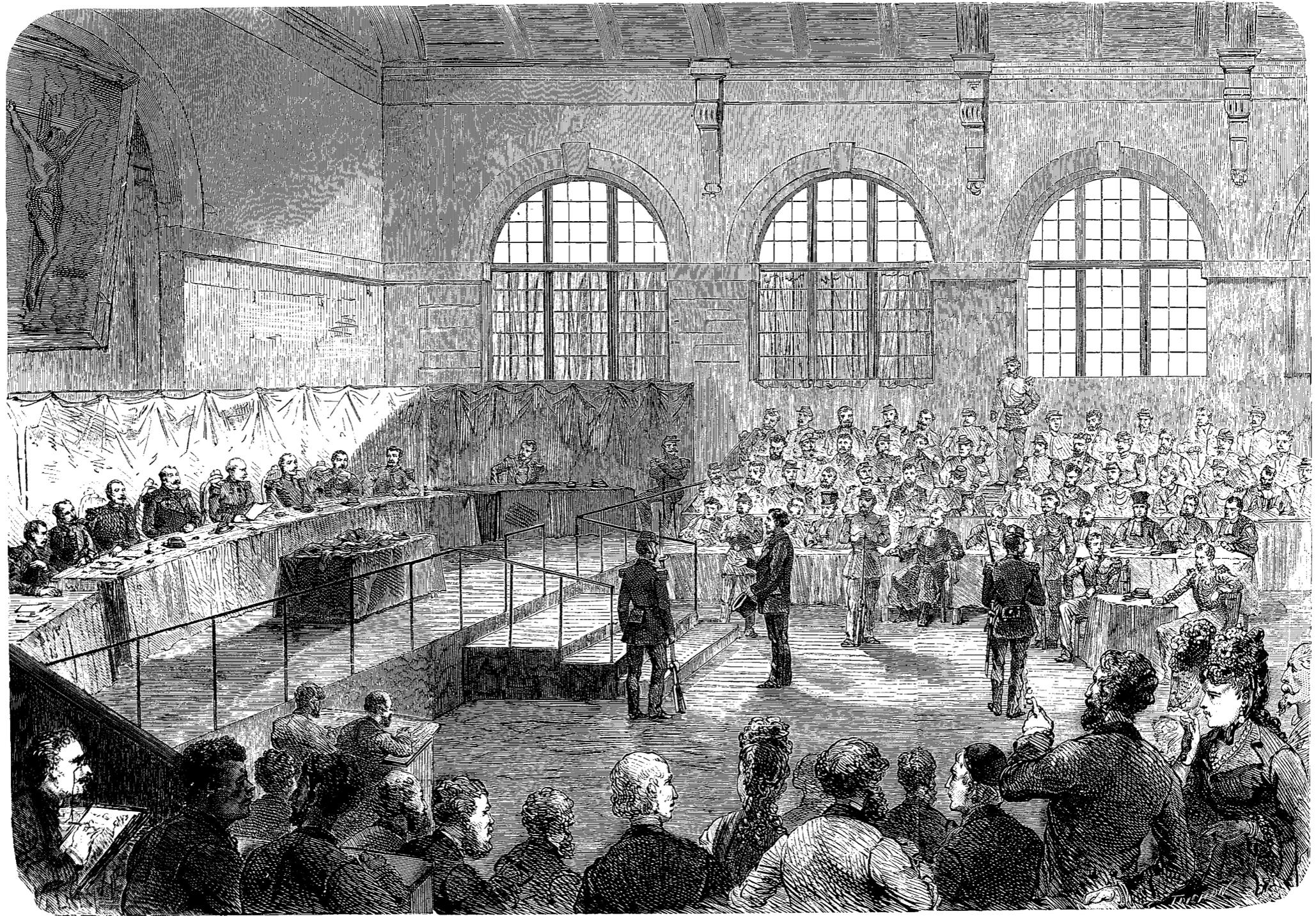
LXXIII. — LA BATAILLE DES RUES : UN FÉDÉRÉ BLESSÉ.



LXXV. — L'AGONIE DE LA COMMUNE AU CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE.







LXXVII. — PROCES DES MEMBRES DE LA COMMUNE DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE A VERSAILLES.

